

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LA PRESSE AU TOURNOI DES MAÎTRES

MICKELSON CHAMPION

Woods termine quatrième
SPORTS PAGES 6 ET 7

Tiger: la résurrection
YVES BOISVERT PAGE A5

Parfait imparfait
FORUM PAGE A16

Phil Mickelson
PHOTO AP



SÉRIES > LE CH C. LES CAPS

COUCOU, C'EST MOI

Théodore hantera-t-il le Canadien en première ronde?

SPORTS
PAGES 1 À 5

José Théodore
PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE



LA POLOGNE EN PLEURS

La Pologne était toujours sous le choc, hier, au lendemain de la catastrophe aérienne qui a décimé l'élite politique du pays, dont son président, en route vers la Russie pour la commémoration du massacre de 22 000 Polonais en 1940.

AGNÈS GRUDA PAGES A2 ET A3

LE DEUIL S'ÉTEND À MONTRÉAL ET PARTOUT DANS LE MONDE PAGE A4

Des Polonais se sont solennellement recueillis, hier, à la place Pilsudski, à Varsovie, où d'innombrables chandelles ont été allumées.

PHOTO REUTERS



TÉLÉ-QUÉBEC

TROP DE TITRES EN ANGLAIS?

Dites-le aux Français!
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1



EXCLUSIF > FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE

BILINGUISME: LES COÛTS GRIMPENT

Les coûts de la formation linguistique des employés fédéraux ont grimpé en flèche. Dans 30 ministères, agences, départements et sociétés d'État, la facture est parfois cinq fois plus salée qu'au début des années 2000, même si le nombre de fonctionnaires est demeuré stable.

HUGO DE GRANDPRÉ PAGE A6

LA FOLLE COURSE À LA PUISSANCE

L'AUTO PAGE 19



ACTUALITÉS

EXCLUSIF > DOSSIERS MÉDICAUX INFORMATISÉS

UNE OPÉRATION MENÉE À PAS DE TORTUE

Après 10 ans d'efforts et 1,4 milliard, seulement 17% des Canadiens ont un dossier de santé électronique. Inforoute Santé du Canada s'était engagé à ce qu'au moins la moitié des Canadiens aient un dossier électronique en 2010.

SARA CHAMPAGNE
PAGE A7

LA PRESSE À HAÏTI

7 À L'ÉCHELLE DE LA PEUR

Les raptus sont une «industrie» florissante à Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier. Mais la crainte de l'enlèvement n'est qu'une des nombreuses appréhensions des Haïtiens. Autres objets de peur: les prisonniers évadés, la pluie, un nouveau tremblement de terre dévastateur... et les autorités corrompues.

VINCENT MARISSAL
PAGE A14

BUDGET BACHAND > GROGNE

DANS LES RUES DE QUÉBEC

Une manifestation contre le récent budget provincial a eu lieu, hier à Québec, devant l'Assemblée nationale. Quelques dizaines de milliers de personnes se sont dirigées vers le parlement, plusieurs vêtues de rouge et munies de balais et de vadrouilles.

NOS INFORMATIONS EN PAGE A10

PHOTO LE SOLEIL



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Le Canadien est en séries... de défaites.
Cib Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

L'EUROPE AU SECOURS DE LA GRÈCE

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

C'est le début d'un temps nouveau

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE, selon les règles de la RAMQ.

514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

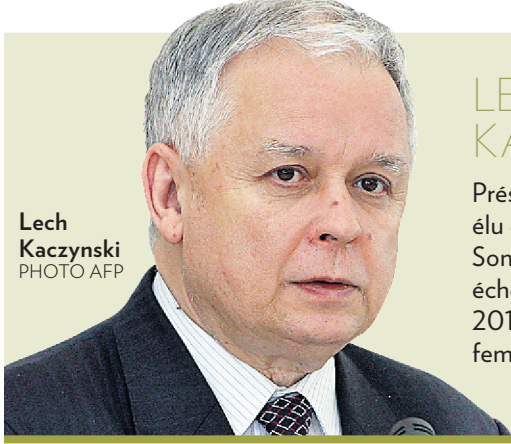
Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby, Cowansville - 1 800 422-6181

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ



LA POLOGNE EN DEUIL

Des victimes de marque



Lech Kaczyński
PHOTO AFP

LECH KACZYŃSKI

Président de la Pologne, élu en octobre 2005. Son mandat arrivait à échéance en octobre 2010. Il a péri avec sa femme Maria.

RYSZARD KACZOROWSKI

Ancien président de la Pologne en exil, qui a cédé sa place après les premières élections démocratiques, en 1990.

SLAWOMIR SKRZYPEK

Président de la Banque centrale de Pologne.

JERZY SZMAJDZIŃSKI

Vice-président de la Diète (Assemblée nationale polonaise) et candidat déclaré à la prochaine présidentielle du parti de l'opposition SLD.

UNE CRUELLE IRONIE

L'élite politique polonaise, qui devait se rendre à la commémoration du

AGNÈS GRUDA

L'auteur d'un film dans lequel des dizaines de dirigeants d'un pays périraient dans une même catastrophe aérienne se ferait sûrement reprocher l'in vraisemblance de son scénario. Mais samedi, la réalité a de loin dépassé la plus tragique des fictions.

L'avion présidentiel polonais qui s'est écrasé à l'aéroport de Smolensk, dans l'ouest de la Russie, transportait le président de la Pologne, Lech Kaczyński, et sa femme Maria. Mais aussi une quinzaine de députés, des sénateurs, deux leaders

anniversaire de l'assassinat de 22 000 officiers de l'armée polonaise, exécutés en avril 1940 sur ordre de Joseph Staline.

« Dorénavant, le mot Katyn représentera pour la deuxième fois le malheur de la Pologne », écrit le journaliste et historien Adam Michnik dans le grand quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*.

« Je suis anéanti, c'est la deuxième tragédie polonaise de cette ampleur, c'est Katyn numéro 2! » s'exclame l'ancien président Lech Wałęsa, dans une interview publiée dans le même journal.

intense vague d'émotion collective en Pologne. À midi, hier, toute la Pologne s'est immobilisée, tandis que les cloches des églises et les sirènes d'alerte antiaérienne ont appelé le pays à deux minutes de recueillement.

Le corps du président a été rapatrié à l'aéroport militaire de Varsovie, où a eu lieu une cérémonie religieuse à laquelle ont assisté de nombreux proches, dont son jumeau Jarosław Kaczyński et le premier ministre Donald Tusk.

Le cercueil a ensuite été conduit vers le palais présidentiel, où il était attendu par des dizaines de milliers de Polonais brandissant des roses et des bougies.

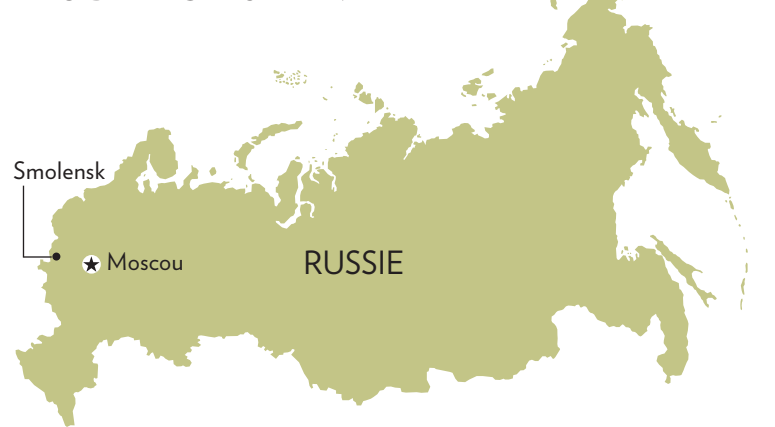
D'autres avaient rendu hommage au président en entonnant l'hymne national et en lançant des fleurs au passage de son cercueil sur la route du palais. Le corbillard s'était mis en branle au son de la *Marche funèbre* de Frédéric Chopin.

La télévision polonaise a interrompu sa programmation, hier, pour diffuser des émissions spéciales liées à la catastrophe. Les centres commerciaux où les Polonais ont l'habitude de faire leurs emplettes le dimanche étaient tous fermés. Et des drapeaux en berne flottaient sur de nombreux bâtiments de la capitale.

Questions et rumeurs

Mais pourquoi donc le Tupolev 154 s'est-il écrasé,

LIEU DE L'ÉCRASEMENT



faisant périr ses 96 passagers? Les enquêteurs russes ont exclu, hier, l'hypothèse d'un bris technique. La Pologne s'est gardée de tout commentaire officiel, tandis que les experts des deux pays s'attaquaient à l'analyse des boîtes noires de l'appareil.

Samedi, le commandant adjoint de l'état-major de l'armée de l'air russe, Alexandre Aliochine, avait déjà indiqué que le pilote de l'avion présidentiel, que la tour de contrôle de Smolensk avait voulu détourner à Minsk ou à Moscou, a néanmoins tenté de se poser à l'aéroport de Smolensk, qui était recouvert par un épais brouillard.

Selon des témoignages, il aurait tenté une ou deux approches et aurait percuté des arbres en essayant de reprendre de l'altitude, après un essai d'atterrissage infructueux.

Mais des rumeurs qui circulent à Varsovie suggèrent que c'est le président Kaczyński lui-même qui aurait enjoint au pilote de se poser à Smolensk, de crainte d'arriver en retard à la cérémonie de Katyn.

Un incident semblable a fait grand bruit en Pologne l'an dernier, rapporte le journaliste Bożena Szara. Lech Kaczyński avait alors sommé un pilote de faire atterrir son avion, contre l'avis de la tour de contrôle. Ce à quoi le pilote avait répondu: « Monsieur le président, dans l'avion, c'est moi qui commande. »

Samedi, le président Kaczyński aurait-il eu un pilote plus conciliant? Ce ne sont, de toute évidence, que des spéculations qui ont bien peu de chances d'être élucidées.

— Avec AFP, BBC et *Gazeta Wyborcza*

L'ampleur de la tragédie, mais aussi sa charge symbolique, ont soulevé une intense vague d'émotion collective en Pologne.

de l'opposition, dont un candidat à la présidence, quelques sous-ministres et le président de la Banque centrale de Pologne. L'accident a aussi anéanti le commandement de l'armée polonaise, tuant pas moins de neuf généraux, dont le chef de l'état-major, celui de l'armée terrestre et celui de l'armée de l'air.

L'écrasement marque une cruelle ironie de l'histoire. Car tous ces dignitaires devaient se rendre à Katyn, dans la région de Smolensk, pour y souligner le 70^e

« Cet endroit est maudit », résume un autre ancien président de la Pologne post-communiste, Aleksander Kwasniewski.

« C'est une catastrophe inimaginable, ces gens exerçaient une grande influence sur la Pologne moderne et ils seront difficiles à remplacer », note, à Montréal, Bożena Szara, journaliste à la radio polonaise de la métropole.

Émotion

L'ampleur de la tragédie, mais aussi sa charge symbolique, ont soulevé une

De la télévision à la politique... en tandem

AGNÈS GRUDA

Un gamin blond se hisse sur le toit d'une maison pour décrocher la lune: c'est en jouant dans un célèbre film pour enfants, en 1962, que Lech Kaczyński a accédé la première fois à la notoriété. Et comme il allait le faire plus tard en politique, il y jouait en tandem avec son frère jumeau, Jarosław.

C'est ensemble que les deux jumeaux s'engagent dans la dissidence contre le régime communiste, dans les années 70. Quand ce régime s'écroule, ils continuent à militer, d'abord en coulisse, puis à l'avant-plan de la scène politique de la Pologne démocratique.

Après un passage à la mairie de Varsovie, Lech Kaczyński est élu président de la Pologne à l'automne 2005, tandis que son frère Jarosław devient premier ministre, dans une configuration politique sans précédent.

Les deux frères dirigent le parti Droit et Justice, formation de droite qui s'oppose à l'avortement et aux droits des homosexuels et qui se montre réfractaire à l'Union européenne.

Présidentielle devancée

Jarosław Kaczyński a perdu son poste de premier ministre à l'issue des législatives de 2007. Le mandat présidentiel de son frère jumeau arrivait à échéance en octobre prochain. Depuis sa mort, c'est le président de la Diète (Assemblée nationale polonaise), Bronisław Komorowski, qui assure l'intérim. La présidentielle, prévue pour l'automne prochain, devra désormais avoir lieu dans les 60 prochains jours.

Lech Kaczyński était un président coloré et controversé, mais c'est dans l'unité, en mettant de côté leurs divergences politiques, que les Polonais ont souligné sa mort tragique.



Jarosław Kaczyński, frère jumeau du président Lech Kaczyński, s'est recueilli, hier, sur le cercueil du défunt à l'aéroport de Varsovie.

PHOTO JOE KLAMAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous! AFFAIRES 10
Astrologie du jour AFFAIRES 8
Décès AFFAIRES 8 et 9
Forum A 16 et A 17

Horaire télévision ARTS 4
Loteries A 6
Monde A 14 et A 15
Personnalité ARTS 6

Petites annonces AFFAIRES 4 et 7
Sudoku AFFAIRES 4

Météo Ensoleillé avec quelques passages nuageux en après-midi, maximum 11, minimum 1. AFFAIRES 7

LA POLOGNE EN DEUIL

FRANCISZEK GAGAR

Chef d'état-major des forces armées polonaises.

JANUSZ KURTYKA

Président de l'Institut de mémoire nationale.

ANNA WALENTYNOWICZ

Syndicaliste au cœur des grèves de 1980 qui ont lancé le mouvement Solidarité et ébranlé le pouvoir communiste.

Anna Walentynowicz
PHOTO AFP

PIOTR NUROWSKI

Président du Comité olympique polonais.



DE L'HISTOIRE

massacre de Katyn, est décimée dans une catastrophe aérienne

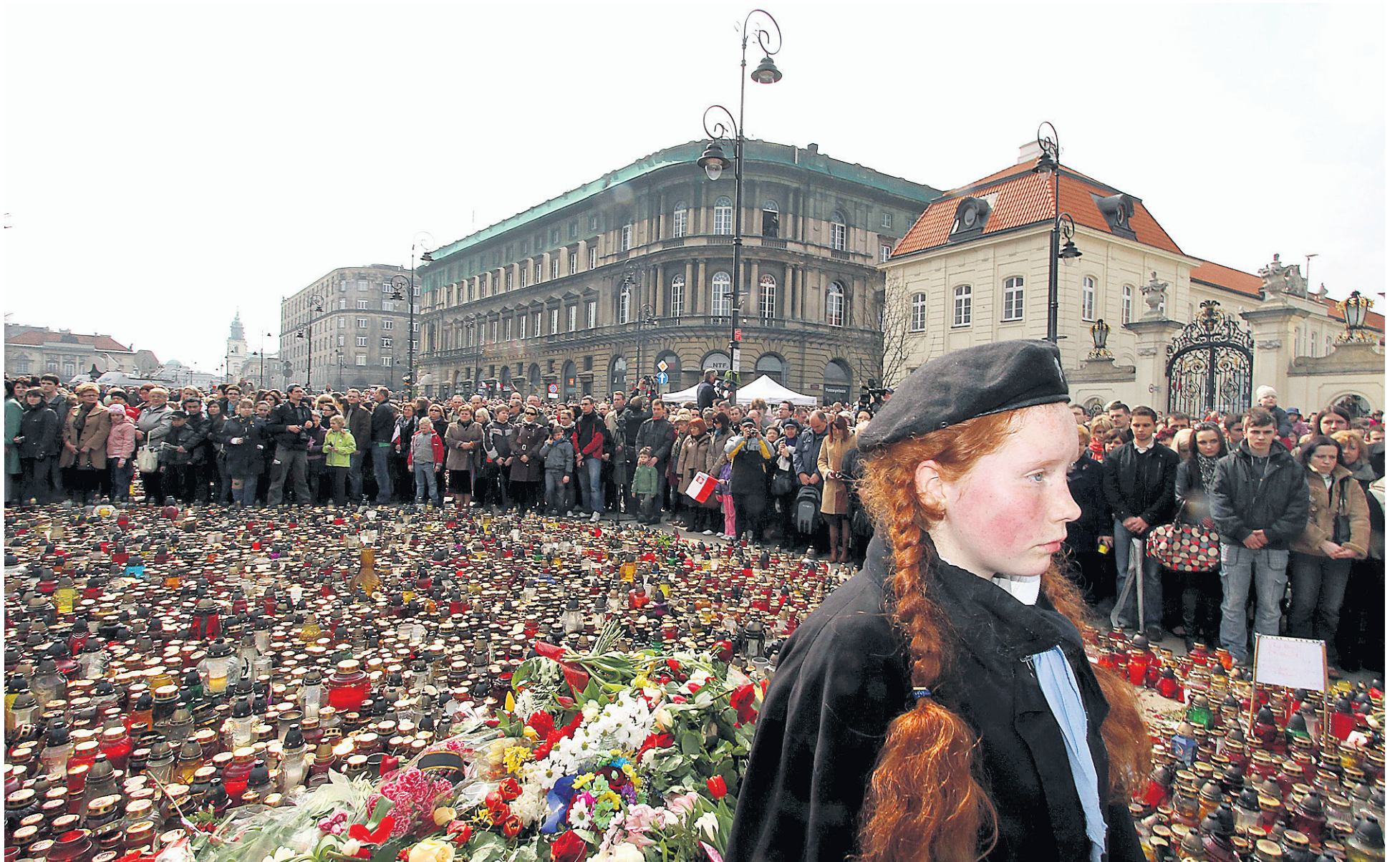


PHOTO JOE KLAMAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

À midi, hier, toute la Pologne s'est immobilisée alors que les cloches des églises et les sirènes d'alerte antiaérienne ont appelé le pays à deux minutes de recueillement. Des milliers de Polonais se sont notamment réunis devant le palais présidentiel (ci-dessus), à Varsovie, pour rendre hommage aux disparus.

Katyn : tourner la page

AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

Il y a deux semaines, Witold Liliental a reçu chez lui, à Oakville, en Ontario, le coup de fil qu'il attendait depuis longtemps.

Le responsable du Comité polonais veillant sur les lieux de la mémoire nationale, Andrzej Przewoznik, l'a appelé pour lui dire qu'il était le bienvenu à la cérémonie de commémoration de Katyn, où quelque 22 000 officiers polonais ont été assassinés en avril 1940, sur ordre de Staline.

Witold Liliental n'était qu'un bébé quand son père, réserviste de l'armée polonaise, a été appelé à rejoindre son unité militaire, au lendemain du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Mais au lieu de combattre l'armée allemande, Antoni Liliental a été fait prisonnier de l'Armée rouge, qui avait elle aussi envahi la Pologne.

« Ma mère m'a toujours dit que papa reviendrait après la guerre », se souvient M. Liliental. Mais l'ingénieur de 71 ans n'a jamais revu

son père, qui a péri sous les balles soviétiques dans la forêt de Katyn.

Pendant un demi-siècle, Moscou a tenté d'attribuer ce massacre aux Allemands. Dans la Pologne communiste, le sujet était tabou. À l'école, les élèves apprenaient la ver-

Pendant un demi-siècle, Moscou a tenté d'attribuer ce massacre aux Allemands. Dans la Pologne communiste, le sujet était tabou. À l'école, les élèves apprenaient la version officielle: les officiers polonais avaient été exterminés par les nazis.

sion officielle: les officiers polonais avaient été exterminés par les nazis. Mais personne n'y croyait, pas même leurs professeurs.

Et même si l'ancien président russe Boris Eltsine a reconnu, en 1990, la responsabilité soviétique de ce massacre, le sujet est resté litigieux et la Pologne n'a jamais eu droit aux excuses qu'elle espérait.

Cette année, il y a eu des « signaux » de la part de Moscou, dit Witold Liliental. Pour la première fois, mercredi, une cérémonie conjointe, à laquelle a pris part le premier ministre russe, Vladimir Poutine, et son homologue polonais, Donald Tusk, a permis d'honorer la mémoire des officiers assassinés.

Samedi, le président polonais Lech Kaczynski devait assister, comme chaque année, à la célébration polonaise, à laquelle étaient conviés de nombreux enfants des victimes.

Pendant toutes ces années, au cours desquelles il a fini par émigrer au Canada, Witold Liliental a été hanté par le souvenir de ce père qu'il n'a jamais connu. En ce 70^e anniversaire du massacre, il a décidé de faire le saut: « Je voulais aller à Katyn, voir l'endroit où mon père a été abattu. »

« Tu as le choix: tu peux aller à la cérémonie de mer-

credi ou à celle de samedi », lui a dit le responsable de la commémoration, Andrzej Przewoznik, quand il lui a parlé, il y a deux semaines.

M. Liliental a eu la bonne idée de choisir le mercredi. S'il avait opté pour la cérémonie de samedi, il serait mort, aujourd'hui. Comme Andrzej Przewoznik, qui a pris le fatidique vol présidentiel...

Lors de son passage à Katyn, Witold Liliental a pu voir les fosses communes où ont été jetés les corps des

viewé à l'issue de la cérémonie, lui a tendu la main pour dire: « Pardon pour Katyn. »

« Ne me demande pas pardon, ce n'est pas ta faute », lui a-t-il répondu.

Hier, Witold Liliental se demandait si, dans un autre étrange revirement de l'Histoire, la tragédie de samedi n'allait pas aider à fermer ce chapitre douloureux des relations polono-russes.

Il a été très touché par les discours de condoléances de Vladimir Poutine et du président Dmitri Medvedev. « Ils ont décrété un deuil national, alors que ce n'est quand même pas leur deuil à eux », s'est-il réjoui.

Et surtout, il a été touché par un autre geste, hautement symbolique: pour la première fois, la télévision russe a diffusé hier, à une heure de grande écoute, le film *Katyn*, du réalisateur polonais Andrzej Wajda – dont le propre père, comme celui de Witold Liliental, fait partie des officiers polonais assassinés.

En perdant la vie dans la catastrophe, le président Lech Kaczynski a peut-être rendu un « ultime service » à son pays, avance le consul général de Pologne à Montréal, Tadeusz Zylinski. « Ça va changer le cours de l'Histoire, prévoit-il. Car aujourd'hui, tout le monde parle de Katyn. »

LA POLOGNE EN DEUIL

Église Notre-Dame-de-Czestochowa à Montréal

Une messe empreinte de tristesse

MARTIN CROTEAU
ET DAPHNÉ CAMERON

La messe du dimanche a été empreinte de tristesse dans la petite église Notre-Dame-de-Czestochowa, hier matin, où des centaines de Montréalais d'origine polonaise ont souligné non pas une, mais deux tragédies.

Une cérémonie spéciale était déjà prévue dans l'église du quartier Centre-Sud pour commémorer le massacre de Katyn, tragédie qui a coûté la vie à 22 000 officiers polonais il y a 70 ans. Mais hier, le

spéciale à la mémoire du massacre de Katyn.

Comme lui, plusieurs Montréalais d'origine polonaise ont été profondément bouleversés par la tragédie, même s'ils vivent à des milliers de kilomètres de leur terre natale.

« Nous, les Polonais en exil, nous sommes beaucoup plus patriotiques que ceux qui sont en Pologne », a lancé Krystyna Piwek, rencontrée à l'entrée de l'église.

À l'intérieur, des cadets et des vétérans en uniforme militaire portaient des drapeaux rouge et blanc. Des enfants étaient vêtus d'habits traditionnels. Devant l'autel, on pouvait voir une photo du président Kaczynski et de sa femme, Maria. Dehors, des gamins en tenue de dimanche jouaient à cache-cache au pied de la statue de Jean-Paul II, l'unique pape polonais.

« En apprenant la nouvelle, je n'en croyais pas mes oreilles, a confié le président de la section québécoise du Congrès canadien polonais, Edward Sliz, après la messe. C'est un moment de grande tristesse, pas seulement pour moi, mais aussi pour l'ensemble de la communauté polonaise. »

Le consul général de la Pologne à Montréal, Tadeusz Zylinski, s'est adressé aux fidèles pour rendre hommage au président Kaczynski, qu'il connaissait personnellement. Les deux hommes ont été professeurs de droit du travail à l'université dans les années



À l'église Notre-Dame-de-Czestochowa, hier, des cadets et des vétérans en uniforme militaire polonais portaient des drapeaux rouge et blanc, alors que des enfants étaient vêtus d'habits traditionnels.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

« Nous, les Polonais en exil, nous sommes beaucoup plus patriotiques que ceux qui sont en Pologne. »

deuil était double. Près de 500 fidèles se sont joints aux vétérans et aux cadets pour souligner la tragédie aérienne qui a décimé la classe politique et militaire de la Pologne.

« Maintenant, nous avons deux tragédies à souligner », a soupigné Leon Nowacki, vêtu d'un uniforme militaire.

M. Nowacki a rencontré plusieurs militaires de haut rang et politiciens qui se trouvaient à bord de l'avion qui s'est écrasé à l'ouest de Smolensk, samedi matin. En septembre dernier, il a été reçu au palais présidentiel polonais pour une cérémonie

70, et se sont souvent rencontrés lors de congrès.

« C'était un intellectuel et un homme très chaleureux, a confié le diplomate. C'est un jour triste et très, très difficile parce que j'ai perdu plusieurs collègues, dont mon ancien patron, le chef du protocole diplomatique. »

Selon des bilans officiels, 96 personnes ont péri dans l'accident. Parmi les victimes figurent également le président de la Banque cen-

trale polonaise, Sławomir Skrzypek, le chef d'état-major des forces armées, Franciszek Gagor, ainsi que les principaux chefs de l'armée polonaise.

Samedi, quelques heures après la tragédie, les cris joyeux des enfants en récréation contrastaient avec les visages longs et atterrés des enseignants de l'école primaire polonaise de Montréal, située dans la cour du consulat général.

« Ce matin, les parents qui sont venus déposer leurs enfants à l'école étaient vraiment secoués », a raconté Anne-Marie Dziewiszek, bibliothécaire. Avant le début des classes, nous avons rassemblé tous les enfants pour leur parler de ce qu'il s'était passé et pour observer une minute de silence. Nous leur avons aussi parlé de Katyn, mais pour eux, c'est très difficile à comprendre. »

Élans de sympathie dans les pays voisins

D'APRÈS L'AFP

PRAGUE — La mort du président polonais Lech Kaczynski et de 95 occupants de son avion qui s'est écrasé samedi en Russie a provoqué une vague de sympathie dans les pays voisins, dont plusieurs ont décrété des deuils nationaux.

Les drapeaux seront en berne en Russie et en Ukraine aujourd'hui pour un jour de deuil national, et pour trois jours en Lituanie.

Les partenaires de la Pologne au sein du club de Visegrad d'ex-pays communistes d'Europe centrale, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie, ont aussi exprimé leur sympathie.

Ils ont tous trois décrété un jour de deuil national à la date des obsèques de M. Kaczynski, date qui n'a pas encore été annoncée.

« La mort tragique du président polonais Lech Kaczynski,

La journée d'aujourd'hui sera jour de deuil pour l'Union européenne.

de sa femme et d'autres personnalités est un événement horrible qui m'a bouleversé, choqué, attristé et personnellement frappé », a déclaré le chef de l'État tchèque Vaclav Klaus.

Avant-dernier des dirigeants européens à avoir paraphé, à la fin de 2009, le Traité de Lisbonne, M. Kaczynski partageait largement les opinions eurosceptiques et conservatrices de M. Klaus.

Dans les capitales de la région, des bougies et des fleurs ont été déposées devant les ambassades de Pologne en hommage aux personnes tuées dans la catastrophe.

La journée d'aujourd'hui sera également jour de deuil pour l'Union européenne. Les drapeaux des institutions européennes à Bruxelles seront en berne et toutes les réunions de l'UE qui auront lieu aujourd'hui seront précédées de deux minutes de silence.



EN BREF

Le cercueil de Kaczynski exposé au public demain

Le cercueil du président polonais Lech Kaczynski sera exposé au public demain au palais présidentiel à Varsovie, a annoncé un responsable de la présidence hier soir. Une rencontre aura lieu aujourd'hui entre les représentants de la présidence et du bureau du premier ministre concernant l'organisation des funérailles du président Kaczynski, a précisé Jacek Sasin, directeur adjoint de la présidence, cité par l'agence PAP. Ni la date ni le lieu des obsèques n'ont été pour l'instant fixés. - AFP

La mère du président ne sait pas que son fils est mort

Hospitalisée, la mère du président Lech Kaczynski n'a toujours pas été informée de la mort de son fils. « Compte tenu de son état de santé, son fils (Jaroslaw, frère jumeau du président qui a péri) n'a pas souhaité qu'on la mette au courant », a déclaré un porte-parole de l'hôpital où elle est soignée depuis la mi-mars. « L'état de Jadwiga Kaczynska est grave, mais stable. Elle somnole et reprend connaissance de temps en temps », a-t-il ajouté. M^{me} Kaczynska, 83 ans, souffre de troubles cardiaques et de tension artérielle. - AFP


Semaine de l'action bénévole


18 au 24 avril 2010

En prévision de cette semaine très spéciale, je suis fier de souligner la remarquable contribution de l'ensemble des bénévoles québécois au mieux-être de leurs concitoyens et concitoyennes. Nous sommes une société riche de nos valeurs de solidarité et d'entraide. Chaque année, plus de deux millions de Québécois se démarquent par leur activité bénévole. Profitez de cette semaine pour souligner l'engagement des bénévoles de votre entourage! À titre de ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, j'ai décerné des **attestations de reconnaissance de l'engagement bénévole** à plusieurs personnes en 2010.

- **M. Pierre Victor Jeanty-Paul**
Bénévole au Centre d'alphabétisation et d'activités sociales et culturelles
- **M. Alfred Mandaka**
Bénévole à la Communauté noire africaine de Montréal-Canada
- **M. Van Rong Nguyen**
Bénévole au Comité Canadien des Réfugiés de la Mer / Services aux Aînés de Montréal
- **M. Stéphane Gignac**
Bénévole à l'Association du syndrome de Usher du Québec
- **M^{me} Annette Kaprielian**
Bénévole à l'Association âge d'or du Centre communautaire arménien de Montréal Inc.
- **M. Victor Matte**
Bénévole au Regroupement information-logement de Pointe-Saint-Charles
- **M. Hadj Zitouni**
Bénévole au Mouvement Action Justice
- **M^{me} Carol Sector**
Bénévole à l'organisme Sensibilisation au cancer du sein Montréal
- **M^{me} Michelle Provost**
Bénévole aux Frères et Soeurs d'Émile Nelligan
- **M. François Laroche**
Bénévole à la Société canadienne de l'hémophilie Section Québec
- **M^{me} Nancy Girard**
Bénévole à l'Association québécoise du syndrome de la Tourette
- **M^{me} Huguette Parenteau**
Bénévole à la Maison du Pharillon
- **M^{me} Béatrice Beaulieu**
Bénévole à l'Association Lavalloise pour le Transport Adapté inc.
- **M^{me} Linda St-Louis**
Bénévole aux clubs 4-H du Québec inc.

Les organismes ont maintenant la possibilité de reconnaître le travail de leurs bénévoles. Consultez le site Web suivant pour plus d'information : www.benevolat.gouv.qc.ca/attestations


Sam Hamad
 Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre du Travail

Emploi et Solidarité sociale
Québec


ACTUALITÉS

FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE

LES COÛTS DE FORMATION LINGUISTIQUE EXPLOSENT

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les coûts de formation linguistique ont explosé dans la fonction publique fédérale depuis une dizaine d'années, malgré le fait que le nombre de fonctionnaires soit resté stable.

Une enquête de *La Presse* révèle en effet que ces coûts ont presque quintuplé depuis environ 2001 dans 30 ministères, agences, départements ou sociétés d'État qui nous ont envoyé des documents, à la suite de demandes faites en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

C'est le cas entre autres à Santé Canada où, en 2001, le Ministère a dépensé plus de 800 000\$ pour former ses employés dans l'une des deux langues officielles, et où ces dépenses sont passées à 5,9 millions en 2008 – soit six fois plus d'argent en huit ans. Au total, l'organisme a dépensé près de 23 millions à ce chapitre au cours de cette période.

C'est également le cas à Patrimoine Canada: en 2000-2001, les coûts de formation linguistique s'y élevaient à un peu plus de 85 000\$; ils étaient à 813 278\$ en 2007-2008, et à 745 821\$ en 2008-2009. Facture totale pour ces huit ou neuf années: environ 3 millions.

Cette hausse survient quatre ans après l'arrivée au pouvoir du chef conservateur Stephen Harper qui, en 2002, a décrit la politique canadienne des langues officielles comme «*the God that failed*» (le Dieu qui a échoué) dans un article d'opinion publié dans un journal de l'Ouest. Il a par la suite adouci sa position et prend maintenant soin de ménager les susceptibilités linguistiques du pays.

Le constat coïncide aussi avec le 40^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles, adoptée le 9 juillet 1969. Cette loi reconnaît l'anglais et le français comme langues officielles dans toutes les institutions fédérales, exige de plusieurs fonctionnaires qu'ils maîtrisent les deux langues et prévoit offrir des services en français et en anglais dans certains points d'accès du gouvernement.



PHOTO BLAIR GABLE. ARCHIVES REUTERS

L'enquête menée par *La Presse* révèle que les coûts de la formation linguistique des fonctionnaires fédéraux ont presque quintuplé depuis environ 2001 dans 30 ministères, agences, départements ou sociétés d'État, alors que le nombre de fonctionnaires est resté relativement stable.

Accès à l'information: 3/5

Ainsi, cet idéal associé au premier ministre libéral Pierre-Elliott Trudeau, aussi controversé ou valorisé puisse-t-il être, vient avec ses coûts pour les contribuables canadiens. Il a par contre été impossible d'en connaître

La Presse a fait des demandes auprès de 51 ministères, sociétés d'État ou autres organismes fédéraux. Du nombre, 30 nous ont envoyé des données; neuf nous ont fait parvenir des documents incompréhensibles; trois ont exigé des frais que nous avons jugés trop élevés; un (le

institutions, comme la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les dépenses sont relativement stables: 547 243\$ en 2000 et 728 437\$ en 2008.

Mais pour les 19 cas sur 30 où des hausses de plus de 200% ont été notées, le gouvernement a expliqué ce bond par deux décisions bureaucratiques prises au cours des trois dernières années.

La première, entrée en vigueur en avril 2007, a été de donner à chaque ministère, organisme ou département fédéral la responsabilité de la formation de ses employés. Jusqu'à cette date, en effet, l'École de la fonction publique fournissait gratuitement la formation statutaire, ou obligatoire, à l'ensemble des fonctionnaires. L'École est depuis devenue un fournisseur payant parmi d'autres.

Cette explication a entre autres été fournie par l'ACDI pour expliquer la hausse de plus de 400% de ses services entre les années financières 1999-2000 et 2008-2009. «Depuis le 1^{er} avril 2007, les coûts de formation linguistique statutaire (obligatoire) sont la responsabilité de tous les ministères. Avant cette date, la Commission de la fonction publique du Canada était responsable de couvrir ces coûts», peut-on lire dans une note d'information qui accompagnait les données que *La Presse* a obtenues.

La deuxième explication, qu'ont notamment fournie Santé Canada et Patrimoine Canada, porte sur une directive produite par le Conseil du Trésor en 2004, selon laquelle tous les cadres supérieurs en poste au gouvernement fédéral devaient dorénavant répondre à des normes de compétences linguistiques plus élevées.

«À l'heure où de nombreux cadres supérieurs s'approprient à prendre leur retraite, il fallait établir un bassin considérable de candidats qualifiés», a expliqué un porte-parole du ministère de la Santé.

«Le gouvernement du Canada est déterminé à respecter ses obligations en matière de langues officielles et à veiller à ce que des services de qualité soient offerts à la population canadienne, et ce, dans les deux langues officielles», a de son côté déclaré un porte-parole du Secrétariat

Service canadien du renseignement de sécurité) a affirmé n'avoir en sa possession aucun document pertinent; et au moment de publier ces lignes, six organes fédéraux n'avaient toujours pas répondu aux demandes faites en novembre dernier, bien que le délai prévu par la Loi soit de 30 jours.

Le constat: des dizaines de millions de dollars dépensés et une augmentation claire – au moins 200% – des coûts dans près des deux tiers des organismes. À Bibliothèque et Archives Canada (BAC), les dépenses de formation ont même été multipliées par un spectaculaire 61 entre 2005 et 2008, passant de 6640\$ à 408 659\$.

En moyenne, ces dépenses ont été multipliées par 4,84 au cours des dernières années – et par 2,8 si on ne tient pas compte des données fournies par BAC, qui sont, il faut le dire, considérablement plus élevées que celles des autres instances.

Cette hausse, par ailleurs, n'est certainement pas attribuable à une augmentation des effectifs de la fonction publique: le nombre de fonctionnaires fédéraux en 2008 était à peine plus élevé que celui de 1983: de 251 000, il est passé à 263 000, une hausse de 4,8%.

Deux explications

Il importe de mentionner, toutefois, que ce ne sont pas tous les organes sondés qui ont connu des hausses durant cette période. Au ministère des Finances, par exemple, elles ont légèrement diminué: de 894 285\$ en 2000-2001 à 769 909\$ en 2008-2009. Même chose à la Banque de développement du Canada (BDC). Dans le cas d'autres

EN CHIFFRES

Évolution des coûts de la formation linguistique au gouvernement fédéral (en dollars):

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

| | |
|----------|--------------|
| > 2001 : | 878 193\$ |
| > 2002 : | 1 108 350\$ |
| > 2003 : | 1 444 222\$ |
| > 2004 : | 2 091 038\$ |
| > 2005 : | 1 091 819\$ |
| > 2006 : | 3 084 993\$ |
| > 2007 : | 4 232 589\$ |
| > 2008 : | 5 936 943\$ |
| > 2009 : | 3 409 277\$* |

* La demande d'accès à l'information a été envoyée en novembre 2009, donc avant la fin de l'année.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA

| | |
|----------|-----------|
| > 2005 : | 6640\$** |
| > 2006 : | 14 840\$ |
| > 2007 : | 18 107\$ |
| > 2008 : | 235 604\$ |
| > 2009 : | 408 659\$ |

** BAC ne nous a fait parvenir les statistiques de formation qu'à partir de 2005.

MINISTÈRE DES FINANCES

| | |
|---------------|-------------|
| > 2000-2001 : | 894 285\$ |
| > 2001-2002 : | 783 046\$ |
| > 2002-2003 : | 629 236\$ |
| > 2003-2004 : | 1 244 776\$ |
| > 2004-2005 : | 757 958\$ |
| > 2005-2006 : | 875 510\$ |
| > 2006-2007 : | 519 454\$ |
| > 2007-2008 : | 727 737\$ |
| > 2008-2009 : | 769 909\$ |

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

| | |
|---------------|--------------|
| > 2001-2002 : | 13 900 000\$ |
| > 2002-2003 : | 14 355 000\$ |
| > 2003-2004 : | 19 372 000\$ |
| > 2004-2005 : | 19 737 000\$ |
| > 2005-2006 : | 24 844 000\$ |
| > 2006-2007 : | 18 576 000\$ |
| > 2007-2008 : | 20 993 000\$ |
| > 2008-2009 : | 22 359 000\$ |

À Bibliothèque et Archives Canada (BAC), les dépenses de formation ont été multipliées par un spectaculaire 61 entre 2005 et 2008, passant de 6640\$ à 408 659\$.

le total exact: au Conseil du Trésor, on affirme qu'on ne conserve pas de telles statistiques. Même chose à Statistique Canada, à Patrimoine Canada et au Commissariat aux langues officielles.

Grâce à la Loi sur l'accès à l'information, cependant, il a été possible d'en avoir un aperçu – à tout le moins celui d'un poste de dépenses important dans le cadre de cette politique nationale de bilinguisme.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2010-04-11

Quotidienne 3 821 | 04 05 06 09 14 15 17 18 25 29 | 02 10
4 3410 | 33 34 37 46 49 50 52 60 62 65 | 17 24 28

Panéo | **Triplex**

Extra Jour - Mois - Année - Signe | 3572296
10 OCTOBRE 50 VERSEAU

Résultats des tirages du : 2010-04-10

649 07 09 23 | 15 compl. | 14 25 30 | 46 compl.
25 27 41 | 49 | 33 41 47

| GAGNANTS | LOTS | GAGNANTS | LOTS |
|----------|-------------------|----------|-------------------|
| 6/6 | 2 9 039 859,00 \$ | 6/6 | 0 2 000 000,00 \$ |
| 5/6+c | 3 122 898,30 \$ | 5/6+c | 0 75 000,00 \$ |
| 5/6 | 229 1 330,00 \$ | 5/6 | 10 750,00 \$ |
| 4/6 | 12 145 47,50 \$ | 4/6 | 691 75,00 \$ |
| 3/6 | 207 060 10,00 \$ | 3/6 | 12 400 10,00 \$ |
| 2/6+c | 136 960 5,00 \$ | 2/6+c | 7 579 5,00 \$ |

Ventes totales : 19 505 290 \$ | Ventes totales : 809 760,00 \$
Prochain gros lot (approx.) : 3 500 000 \$

Quotidienne 3 435 | 03 08 10 11 13 25 27 30 31 33 | 23 25
4 0210 | 34 37 38 42 44 47 54 55 65 66 | 29 30 33

Panéo | **Triplex**

Extra Jour - Mois - Année - Signe | 4272936
17 MARS 90 VIERGE

LOTO MAX Résultats des tirages du : 2010-04-09

7/7 0 25 000 000,00 \$
6/7+c 2 143 449,70 \$
6/7 41 6 997,50 \$
5/7 2 779 129,00 \$
4/7 63 204 20,00 \$
3/7+c 59 594 20,00 \$
3/7 560 961 Participation gratuite

Ventes totales : 22 864 070 \$
Prochain gros lot (approx.) : 30 000 000 \$

Extra 1051458

MISE JEU PARIEZ SUR LE HOCKEY! DEMANDEZ LE PROGRAMME 1 OU 6.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LES LANGUES OFFICIELLES

«Entrée en vigueur en 1969, la première Loi sur les langues officielles établit l'égalité de statut du français et de l'anglais dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada», peut-on lire sur le site web du Commissariat aux langues officielles.

Parmi les objectifs de la loi énumérés sur le site, on trouve: «Donner aux Canadiens et aux Canadiennes le droit d'obtenir des services du gouvernement fédéral en français ou en anglais dans la région de la capitale nationale et partout où (...) l'importance numérique de la population minoritaire ainsi que la vocation particulière des bureaux le justifient.»

du Conseil du Trésor, Pierre-Alain Bujold.

M. Bujold a fait valoir que le pourcentage d'employés répondant aux exigences de bilinguisme de leur poste dans la fonction publique fédérale était passé de 82% à 93% entre 2000 et 2008.

Du côté de Bibliothèque et Archives Canada, enfin, on a expliqué la hausse de 6100\$ par l'obligation d'embaucher des professeurs à la suite de la décision de 2007 de ne plus offrir de formation statutaire gratuite à l'École de la fonction publique.

Avec la collaboration de William Leclerc

L'ANGLAIS À TÉLÉ-QUÉBEC? LA FAUTE AUX FRANÇAIS...

Un texte de Louise Leduc à lire dans le cahier Arts et spectacles.

LES ALÉAS DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

Malgré son nom, la Loi sur l'accès à l'information ne donne pas toujours les résultats escomptés. Des 51 demandes présentées par *La Presse* dans différents organismes du gouvernement fédéral, seules 30 ont pu être utilisées dans le cadre de ce reportage.

- trois ont exigé des frais, dont 2900\$ à Radio-Canada et 375\$ au Commissariat aux langues officielles;
- un, le Service canadien du renseignement de sécurité, a déclaré qu'il ne pouvait trouver de documents pertinents;
- six ne nous avaient toujours pas envoyé de documents plus de quatre mois après la demande initiale, malgré le délai légal de 30 jours pour le faire;
- neuf ont envoyé des documents qui n'étaient pas suffisamment clairs pour tirer des conclusions.

L'informatisation tarde en santé

Seulement 17% des Canadiens ont un dossier médical électronique

EXCLUSIF

SARA CHAMPAGNE

Malgré 10 ans d'efforts et 1,4 milliard de dollars dépensés par le fédéral, seulement 17% des Canadiens ont un dossier de santé électronique à ce jour. Pourtant, Inforoute Santé du Canada, organisme financé à coups de millions par le gouvernement afin d'implanter des dossiers de santé électroniques dans toutes les provinces, s'était engagé à ce qu'au moins la moitié des Canadiens aient un dossier électronique en

Encore cette année, une somme de 64,5 millions a été accordée à Inforoute Santé du Canada. L'an dernier, ce total était de 123 millions.

2010, selon les informations que *La Presse* a recueillies.

Encore cette année, une somme de 64,5 millions a été accordée à l'organisme à but non lucratif, revêlent des informations obtenues en vertu de la loi d'accès à l'information auprès du commissaire à l'information du Canada. L'an dernier, ce total était de 123 millions. Le Québec a été la dernière province à participer au programme d'informatisation, en 2006. Jusqu'à maintenant, 108,8 millions ont été versés au gouvernement provincial sur une enveloppe prévue de 320 millions.

Cet argent a notamment servi à mettre en branle un projet-pilote à Québec par l'agence de santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale. La fin du projet expérimental est prévue en juin prochain. Par la suite, le gouvernement doit décider si l'implantation se fera à l'échelle de la province. L'objectif ultime du dossier électronique est d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins en permettant aux médecins, infirmières, pharmaciens et techniciens de laboratoire et de radiologie d'avoir accès au dossier médical électronique des patients.

Appelé à commenter l'avancement de l'implantation des dossiers électroniques, Inforoute Santé du Canada a expliqué que l'année financière vient de s'achever et que les résultats ne seront dévoilés publiquement que dans quelques mois. En consultant les dernières données du plan d'affaires 2009-2010, qui ont été diffusées, on constate toutefois que mis à part la création d'un registre des clients et patients, le Québec est encore en phase de « planification » pour l'informatisation de l'imagerie diagnostique, des médicaments, des rapports de vaccination et de l'information de laboratoire.

« On a deux projets de télésanté et d'imagerie diagnostique (numérisée) qui sont bien implantés, à Sherbrooke et à McGill, dont l'un pour permettre des vidéoconférences à distance, précise la directrice d'Inforoute pour le Québec, Louise Beauchesne. Actuellement, le gouvernement est en discussion avec les associations professionnelles médicales pour conclure des ententes. Une portion plus compliquée, a-t-elle ajouté, qui fait partie des négociations. »

Secret professionnel

Si les médecins ne sont pas totalement fermés à l'idée d'informatiser les dossiers médicaux au Québec, ils ont déjà exprimé des craintes en matière de secret professionnel. Le sujet fait même la manchette du dernier numéro de la revue *Le médecin du Québec*. On explique, à cet égard, que l'Association canadienne de protection médicale (ACPM) a déjà sanctionné deux médecins qui ont consulté des dossiers médicaux électroniques sans motifs valables.

L'ACPM rapporte aussi le cas d'une secrétaire chargée de transcrire des rapports médicaux dont l'ordinateur était défectueux. Son vieil appareil a été vendu sans que le disque dur ne soit effacé. Trois mois plus tard, le contenu a été mis au jour. À cause de ces dérapages, l'Association a déjà décrié « un urgent » besoin de mettre en place un cadre de gestion des dossiers électroniques, ainsi que des politiques et des normes adéquates. Ces normes n'ont pas été clairement établies au Québec.

Pour le moment, l'Alberta est une figure de proue dans l'avancement de l'informatisation de ses dossiers médicaux. Au même titre que la Colombie-Britannique. Sauf que ces deux provinces avaient commencé l'implantation bien avant la création d'Inforoute Santé Canada, il y a une quinzaine d'années. Les deux provinces ont respectivement reçu 89,2 et 132 millions de dollars. À l'autre bout du spectre, le Nunavut, qui a obtenu 2,4 millions, a tout juste passé l'étape de la planification. À la fin de 2011, le fédéral aura accordé 1,6 milliard à Inforoute Santé Canada, sans compter les frais d'exploitation et les

sommes qu'auront dépensées les provinces.

La semaine dernière, la question de l'informatisation des dossiers médicaux a fait bondir l'opposition officielle à Québec, qui déplore que, malgré les investissements de 320 millions, le projet n'existe que sur « papier ». Bernard Drainville, critique en matière de santé pour le Parti québécois, a aussi formulé de sérieux doutes au sujet des 350 contrats signés pour permettre la réalisation du projet.

Avec la collaboration de William Leclerc

CONTENU INFORMATISÉ

- › Liste des médicaments d'ordonnance
- › Résultats des examens et analyses en laboratoire
- › Résultats des examens d'imagerie médicale (radiologie, résonance magnétique, échographie)
- › Allergies et intolérances
- › Rapport de vaccination
- › Coordonnées de tous les professionnels de la santé consultés, ainsi que vos données d'urgence



PHOTO GEORGE FREY, ARCHIVES BLOOMBERG

La semaine dernière, la question de l'informatisation des dossiers médicaux a fait bondir l'opposition officielle à Québec, qui déplore que, malgré les investissements de 320 millions, le projet n'existe que sur « papier ».

Moins que vous ne pensiez.

La philosophie est simple pour un roadster pur sang : augmenter la performance par l'efficacité en réduisant le poids au minimum, à partir des sièges baquets sport allégés jusqu'aux portières en aluminium. Muni de la boîte à double embrayage PDK, le nouveau Boxster Spyder passe de 0 à 100 km/h en un temps record de 4,8 secondes, ce qui ne l'empêche pas de siroter seulement 6,7 litres d'essence/100 km sur l'autoroute. Comme avec chaque Boxster, le plaisir de conduite est inaltérable et beaucoup plus abordable que vous ne pensiez.



Plus que vous ne pouviez rêver.

Le rêve de vous offrir une Porsche n'a jamais été aussi réalisable. Étonnamment abordables et performants, les Boxster, Boxster S et maintenant le nouveau Boxster Spyder, vous permettent d'accéder aux innovations technologiques de la course automobile. Une fois dans l'habitacle ouvert d'un Boxster, il n'y a plus rien entre vous et l'expérience de conduite purement Porsche. Le temps est plus que parfait pour vivre votre rêve éveillé.



Les modèles Boxster. Maintenant à partir de 55 600 \$ après remise de 4 000 \$ en raison de la vigueur du dollar canadien.*

Taux de location et de financement privilégiés offerts par l'entremise des concessionnaires participants jusqu'au 30 avril 2010.

porsche.ca/inattendu



PORSCHE

© 2010 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect du code de la route en tout temps. Modèle montré : Boxster Spyder 2011 – PDSF 72 900 \$. Consommation en ville de 10,4 L/100 km (basée sur les critères et méthodes d'essai approuvés par le gouvernement. La consommation réelle de carburant pour le modèle présenté peut varier. Veuillez vous référer au Guide de consommation de carburant publié par le Gouvernement du Canada). * Les promotions « De l'usine au concessionnaire » reflètent la devise canadienne actuelle, et sont présentement en vigueur pour une période de temps limitée sur les nouveaux modèles Porsche 2010 et 2011 sélectionnés, et offertes aux consommateurs admissibles qui achètent, louent ou font financer leurs véhicules. Les concessionnaires Porsche sont libres de fixer eux-mêmes leurs prix. En offrant un prix de base de 55 600 \$, le concessionnaire permet au consommateur de bénéficier de la vigueur du dollar canadien à l'achat d'un modèle de base Boxster. Frais de transport, de préparation, d'immatriculation, taxes de vente, options, essence, frais du RDPRM, taxe sur la climatisation et frais du concessionnaire peuvent être en sus. Passez chez votre Centre Porsche pour tous les détails. Pour trouver votre Centre Porsche le plus près, appelez au 1.800.Porsche ou visitez le www.porsche.ca. L'acheteur doit prendre livraison du véhicule au plus tard le 30 avril 2010.

ACTUALITÉS

Nouvelle technique par cathéter en chirurgie vasculaire d'urgence

Une première pour l'Université de Montréal

MATHIEU PERREAULT

Le 15 mars, Richard Racette a ressenti une douleur atroce à la poitrine alors qu'il prenait sa douche au petit matin. Heureusement, sa femme était exceptionnellement encore à la maison et elle a pu l'amener de leur domicile de Terrebonne jusqu'à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Arrivé à l'hôpital, il a été chanceux une seconde fois. Le chirurgien vasculaire qui s'est occupé de lui, Miguel Chaput, a utilisé une nouvelle technique par cathéter pour son anévrisme de l'aorte, qui s'était rompu. Le mercredi 17 mars, M. Racette marchait déjà et il a obtenu son congé le vendredi 19.

«L'opération conventionnelle est associée à une mortalité de 50 %, à un séjour de trois à cinq jours aux soins intensifs et à une convalescence de plusieurs semaines à l'hôpital, explique le D^r Chaput. On utilise déjà l'approche par cathéter pour les opérations électives, mais

pour les cas d'urgence comme celui de M. Racette, nous n'avions pas, jusqu'à maintenant, l'équipement nécessaire. En urgence, il faut procéder en moins d'une heure, parce que ça saigne dans le ventre. On doit utiliser les prothèses disponibles. Ça demande d'avoir une armoire d'endoprothèses de plusieurs grandeurs dans l'hôpital.»

La semaine dernière, le D^r Chaput a même autorisé son patient de 64 ans, qui avait déjà des antécédents cardiaques personnels et familiaux, à reprendre le golf. «Avant mon anévrisme, j'avais déjà joué trois fois cette année, dit M. Racette. C'est sûr que je vais reprendre lentement, mais c'est vraiment très rapide comme convalescence.» Le chargé de projet en génie demeure toutefois en congé de maladie.

Le D^r Chaput a entendu parler de cette nouvelle technique l'été dernier lors d'un séjour au Centre hospitalier de l'Université de



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Richard Racette, 64 ans, a été traité par le chirurgien vasculaire Miguel Chaput, qui a utilisé une nouvelle technique par cathéter pour son anévrisme de l'aorte, qui s'était rompu. Deux jours plus tard, il marchait déjà.

Sherbrooke. «C'est une première pour l'Université de Montréal, mais ça se fait au niveau mondial depuis quatre ou cinq ans. Il y a même une étude internationale qui a été lancée pour quantifier exacte-

ment quels sont les gains en mortalité, en convalescence et en rechute dans le cas de ruptures d'anévrisme.»

La même équipe internationale a publié plusieurs études sur l'utilisation du cathéter

pour les interventions électives d'anévrismes, selon le D^r Chaput. L'une d'entre elles a été publiée hier dans le *New England Journal of Medicine* et a constaté que le cathéter permet d'abaisser la mortalité dans le mois suivant l'opération de 4,3 % à 1,8 % dans les cas électifs.

«C'est une maladie fréquente chez les gens âgés, surtout les hommes fumeurs et anciens fumeurs, dit le D^r Chaput. Une étude britannique de 2002 démontre que le dépistage systématique confère un avantage de survie. Un collègue a refait l'étude pour le Québec et les résultats seront diffusés dans quelques semaines. Si le programme s'avère rentable, nous prévoyons faire pression sur le gouvernement pour que les gens à risque aient une échographie abdominale, de la même façon qu'à partir d'un certain âge les hommes doivent avoir une coloscopie et les femmes une mammographie.»

Budget 20|10
11

62%

DE L'EFFORT POUR RÉTABLIR
L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE
SERA FAIT PAR LE GOUVERNEMENT.

- Réduction graduelle de 10% des dépenses de nature administrative d'ici 2013-2014.
- Réduction de 25% des budgets de formation, de publicité et de déplacements.
- Gel de la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2013-2014.
- Suspension, pour deux ans, du versement des primes au rendement aux hauts dirigeants des secteurs public et parapublic et de la plupart des organismes gouvernementaux.
- Maintien du remplacement de seulement 1 départ sur 2 à la retraite. Cette règle est désormais étendue au personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation, incluant les cadres.
- Gel, pour deux ans, du salaire du premier ministre, des ministres et des députés.
- Fusion ou abolition de 28 fonds et organismes.
- Révision systématique de tous les programmes.
- Aucun programme automatiquement renouvelé.
- Tous les nouveaux programmes autofinancés.

POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS.

Québec



L'ÉVÉNEMENT POUR MOI C'EST MAZDA

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS[†]

ET

CONGÉ DE PAIEMENT^{††} JUSQU'EN JUILLET



Modèle GT illustré

MAZDA3 2010

Louez à partir de

199\$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0\$ Comptant
initial

Ou obtenez **0%** de financement
à l'achat jusqu'à **60** mois[†]



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA
MEILLEURE PETITE VOITURE
moins de 21 000 \$

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

L'une des 10 meilleures
valeurs résiduelles du
Canadian Black Book**



Voiture de l'année
et meilleur achat

VOITURE DE TOURISME
LA PLUS VENDUE AU CANADA EN 2010*



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT 2010

Louez à partir de

209\$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0\$ Comptant
initial

Ou obtenez **0%** de financement
à l'achat jusqu'à **60** mois[†]



Modèle GT-V6 illustré

MAZDA6 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS*

Obtenez **0%** de financement
à l'achat jusqu'à **60** mois[†]



Modèle GT illustré

MAZDA5 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

Obtenez **0%** de financement
à l'achat jusqu'à **60** mois[†]



Prix écoÉNERGIE
POUR LES VÉHICULES 2010***

OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'AU 30 AVRIL

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

[†] Financement à l'achat aux particuliers de 0 % sur tous les modèles Mazda 2010 neufs. Exemples de financement: Basé sur la Mazda3 GX (D4XS50AA00)/Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00)/Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY60AA00)/Mazda5 GS (E6SD50AA00) 2010 neuve avec un PDSF de 15 995 \$/16 995 \$/23 195 \$/20 495 \$ et un financement à l'achat de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$ au taux de 0 % pour 60 mois, les paiements mensuels sont de 250,00 \$/250,00 \$/333,33 \$/333,33 \$ et les frais de crédit de 0 \$ pour une obligation totale de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. ^{††} Aucun paiement avant 90 jours: Cette offre s'applique au financement à l'achat de toute Mazda 2009 ou 2010 neuve en inventaire, 90 jours après la date inscrite au contrat, l'acheteur effectuera les paiements mensuels selon les montants établis pour la durée du terme prévu au contrat. Applicable aux offres précédentes, les frais de transport et préparation (1 395 \$: Mazda3; 1 595 \$: Mazda6 et Mazda5), l'immatriculation, les assurances, les taxes et les frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, sont en sus. Un comptant initial pourrait être requis. * Offre portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS50AA00) et des Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00) 2010 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation de 1 395 \$ en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres en vigueur du 1er au 30 avril 2010. * Essais menés sur les Mazda3, Mazda5 et Mazda6 2010 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration). ** L'une des 10 meilleures valeurs résiduelles de 2009. Pour modèle 2005. *** D'après les cotes de consommation de carburant 2010 publiées par Ressources naturelles Canada. † Voiture de tourisme la plus vendue au Canada en 2010 selon les rapports de DesRosiers Automotive, janvier à la fin de février 2010.

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLÔMÉS



ACTUALITÉS

BUDGET DE RAYMOND BACHAND

Manifestation d'envergure

Des dizaines de milliers de personnes encerclent le parlement à Québec

IAN BUSSIÈRES
LE SOLEIL

Des dizaines de milliers de personnes – 30 000 selon certaines sources, jusqu'à 50 000 selon d'autres – ont répondu à l'invitation de l'animateur Sylvain Bouchard du FM 93 et ont encerclé l'Assemblée nationale, hier, afin de protester contre le budget qu'a déposé le ministre des Finances, Raymond Bachand.

« C'est au-delà de nos attentes! On savait que les gens étaient fâchés contre le budget, mais il restait à savoir s'ils étaient prêts à descendre dans la rue. Et ils le sont », a déclaré l'animateur après la manifestation. Son ami Martin D'Anjou, qui agissait à titre de coordonnateur de la manifestation, était lui aussi très impressionné.

« Je pense que c'est un symbole clair de l'"écœuré" aiguë de la population envers le gaspillage au gouvernement. Si ça ne change pas, le prochain coup d'éclat sera encore plus gros! » a déclaré M. D'Anjou, évoquant la possibilité d'organiser une journée de grève générale dans tout le Québec.

« S'il faut que le Québec arrête de fonctionner durant une journée, on le fera, mais j'espère vraiment que les poli-

« Si ça ne change pas, le prochain coup d'éclat sera encore plus gros! » – Martin D'Anjou, coordonnateur de la manifestation

ciens entendront le message. Ce n'est pas celui de la droite ni celui de la gauche, mais celui des Québécois contribuables qui veulent que le gouver-



La manifestation contre le budget du ministre Raymond Bachand a attiré plusieurs dizaines de milliers de personnes autour de l'Assemblée nationale.

PHOTO ÉRIK LABBÉ, LE SOLEIL

nement réduise ses dépenses », a-t-il enchaîné.

À 11h hier, les participants arrivaient lentement sur les plaines d'Abraham, mais la foule a rapidement grossi pour dépasser la dizaine de milliers de personnes lorsque tout le monde s'est

Le chef de l'ADQ, Gérard Deltell, et trois députés du Parti québécois, Agnès Maltais, Danielle Doyer et Bernard Drainville, ont participé au rassemblement.

« Il y a beaucoup de monde et c'est impressionnant. Je crois que le message qui est lancé ne s'adresse pas seulement au gouvernement Charest, mais aussi à toute la classe politique. Les gens veulent que les politiciens respectent leur parole, ils sont "écœurés" par le budget et les hausses de taxes et n'ont pas d'espoir de voir disparaître les folles dépenses », a déclaré M^{me} Maltais.

CHAREST DÉFEND SON BUDGET

La manifestation qui a eu lieu hier à Québec pour dénoncer le budget du gouvernement Charest n'inquiète pas le premier ministre, qui va jusqu'à prédire qu'on parlera du document encore « longtemps ». De passage à Biloxi, au Mississippi, où il participe à la conférence annuelle de l'Alliance des États du sud-est des États-Unis et des provinces canadiennes, Jean Charest a soutenu qu'il aurait aimé déposer « un budget qui serait plus facile à livrer ». Or, il s'agissait selon lui d'une mission impossible dans le contexte économique et financier

actuel. Et même si l'opposition au budget demeure très vive, M. Charest n'a pas l'intention de modifier les mesures annoncées ou d'accentuer sa campagne de relations publiques. Le premier ministre a martelé que le budget allait « marquer le Québec pour les bonnes raisons ». Le budget Bachand « va tenir la route », contrairement aux compressions pratiquées dans les années 1990 dans le domaine de la santé par le gouvernement du Parti québécois, a-t-il accusé.

— La Presse Canadienne

Nathalie Normandeau mise sur la « pédagogie »

IAN BUSSIÈRES
LE SOLEIL

Même si 12 000 personnes ont dénoncé le budget Bachand il y a 10 jours à Montréal et que plusieurs milliers de manifestants ont répété l'exercice hier à Québec, le gouvernement Charest entend garder le cap. Mais la vice-première ministre, Nathalie Normandeau, avoue que les élus devront expliquer davantage le budget.

« La mobilisation d'aujourd'hui nous donne l'occasion, comme gouvernement, de faire le travail de pédagogie qui s'impose. On aurait pu choisir de déposer un budget qui plaît à tout le monde, mais on a plutôt décidé de faire face à la musique », a déclaré M^{me} Normandeau au *Soleil*.

La députée de Bonaventure estime que son gouvernement a déjà répondu aux demandes des manifestants, qui exigeaient hier que le gouverne-

ment « fasse le ménage » dans ses dépenses. « Nous savions qu'il fallait faire le ménage dans notre propre cour, et c'est pour ça que, pour la première fois, notre gouvernement a imposé un plan de réduction des dépenses publiques », explique-t-elle.

Considérant qu'il est important de continuer à viser l'équilibre budgétaire pour 2013-2014, M^{me} Normandeau signale que l'État québécois participera à l'effort pour plus de 7 milliards,

l'équivalent de 62 % des sacrifices qui seront consentis.

« Les citoyens doivent être conscients d'une chose: le Québec finance 26 % plus de services publics que son voisin ontarien, mais sa capacité de payer est de 14 % moindre! Nous pensons toutefois que les Québécois tiennent à leurs services publics, comme l'allocation parentale et les services de garde à 7\$, alors nous avons choisi de ne pas les sabrer. Ces services qui n'existent pas ailleurs et qui

ont été mis en place car on croit à la famille ont toutefois un prix », poursuit-elle.

La ministre a maintenu que le budget de son collègue Raymond Bachand était courageux. « Il a eu le courage de mettre certaines mesures sur la table dans le but d'atteindre l'équilibre, de réduire la dette, de préserver les services et de continuer à créer de l'emploi. On peut être pour ou contre, mais personne ne peut nous reprocher d'avoir ignoré la situation. »

LA TECHNOLOGIE, LOIN DEVANT.



| | |
|--|---|
| 2010 | ENSEMBLE TECH SANS FRAIS : VALEUR DE 3 000 \$ |
|  | |
| L'ENSEMBLE TECH INCLUT : Système de navigation Acura bilingue • Système mains-libres HandsFreeLink™ et interface de téléphone mobile Bluetooth® • Chaîne sonore de 160 W et radio satellite XM® • Phares à décharge à haute intensité. | |
| PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS 298\$* <small>COMPTANT INITIAL DE 3 438 \$</small> | |

FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS

1,9%

FINANCEMENT À LA LOCATION À PARTIR DE

1,9%

VOUS LOUEZ DÉJÀ UNE ACURA?

-2%

RÉDUCTION DE TAUX** À l'achat ou à la location de tous véhicules Acura 2010.



ACURA

DEVANT.

ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie, Blainville 450 435-4455 :: ACURA MÉTROPOLITAIN 5625, boul. Métropolitain, St-Léonard 514 362-2872 :: ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux 514 696-7777
ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau, Brossard 450 659-1616 :: ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval 450 682-4050 :: LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O., Montréal 514 340-1344

L'acheteur avisé lit les petits caractères. * Offres d'une durée limitée du 1 avril au 30 avril 2010 applicables à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura CSX 2010 (FD5E7ANN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 298 \$ moyennant un versement initial de 3 438 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le CSX. Les frais de description au RDPM, incluant les droits de registre, les frais de transport et d'inspection pré-livraison de 1 395 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 96 000 km pour 48 mois au taux de 0,12 \$/km pour le CSX. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. ** Offres de financement d'une durée limitée du 1 avril au 30 avril 2010 applicables à la location et à l'achat sur tous les nouveaux véhicules Acura CSX 2010 par l'entremise des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le taux en financement jusqu'à 60 mois sur la gamme des modèles CSX est de 1,9%. Le taux en location jusqu'à 36 mois sur la gamme des modèles CSX est de 1,9%. ** La réduction de taux de 2 % est offerte aux clients qui ont déjà un véhicule en location auprès de SFHI et dont les paiements sont à jour au moment de se prévaloir de l'offre. Cette réduction est applicable sur le taux de financement à l'achat ou celui applicable à la location du nouveau véhicule Acura 2010 au plus tard le 30 avril 2010. Cette réduction ne peut être transférée à aucune autre personne. * et ** Les offres sont sujettes à approbation de crédit. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

Fin de la grève des chargés de cours

Les étudiants de l'UdeM retournent en classe ce matin

MARTIN CROTEAU

Le conflit de travail à l'Université de Montréal est terminé. Les chargés de cours ont avalisé à 74 % l'entente de principe intervenue la semaine dernière avec leur employeur. Et les étudiants retournent en classe dès ce matin.

Sur 400 syndiqués réunis en assemblée générale, hier matin, 74 % se sont prononcés en faveur de l'entente. Ils ont mis fin à près de sept semaines de grève.

Le président du syndicat, Francis Lagacé, s'est dit soulagé par le verdict de ses membres. Mais il n'a pas caché son amertume à l'égard de la direction.

« Sans doute que la pression qui venait du ministère de l'Éducation a incité l'Université à réfléchir, a-t-il affirmé. Il y avait aussi de la pression qui venait des étudiants. Tout le monde voulait un règlement négocié. La seule qui voulait l'affrontement, c'était l'Université. »

Les syndiqués ont convenu d'un protocole de retour au travail. Les cours reprendront selon leur horaire habituel dès ce matin. Dans chaque classe, les enseignants soumettront à leurs étudiants un plan de cours modifié pour terminer le semestre avant le 9 mai.

« Au bout du compte, la qualité des cours ne sera peut-être

pas aussi élevée que d'habitude, a convenu Jacques Frémont, vice-recteur aux affaires académiques. Mais ça va atteindre des niveaux très satisfaisants. »

Les étudiants qui préfèrent abandonner leurs cours et les reprendre à un semestre ultérieur recevront un crédit pour les droits de scolarité et les frais afférents.

« Au bout du compte, la qualité des cours ne sera peut-être pas aussi élevée que d'habitude. Mais ça va atteindre des niveaux très satisfaisants. »

— Jacques Frémont, vice-recteur aux affaires académiques

Des augmentations

Les chargés de cours obtiennent des augmentations de 6,5 % en quatre ans, un peu moins que ce qu'ils réclamaient à l'origine. Leur salaire pourrait être majoré si les autres employés du secteur public obtiennent des augmentations plus importantes que prévu.

L'Université s'engage aussi à embaucher des auxiliaires pour aider ceux qui enseignent à de grands groupes.

Les 2400 chargés de cours de l'Université de Montréal étaient

en grève depuis le 24 février. Près de 26 000 étudiants ont été affectés par le débrayage.

L'institution avait menacé d'annuler le semestre, faute d'une entente avec les travailleurs avant lundi dernier. Mais les chargés de cours ont rejeté une « offre finale » de leur employeur. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a finalement dû intervenir pour renvoyer les deux parties à la table de négociations. Ils ont convenu d'une entente de principe jeudi.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) avait envoyé une mise en demeure à la direction, menaçant d'intenter un recours collectif contre l'institution si elle annulait le semestre. Son président, Nicolas Descroix, a indiqué hier que ces procédures sont suspendues, mais pas complètement abandonnées.

Certains cours intensifs ont en effet été annulés, souligne M. Descroix. Son organisme pourrait donc reprendre les recours juridiques si des étudiants devaient voir l'obtention de leur diplôme retardée.

« Les chargés de cours ont exercé un droit qui est indéniable, a indiqué Jacques Frémont. Nous n'avons rien fait pour empirer la situation, au contraire. Tout le monde était dans l'exercice de ses droits fondamentaux. »

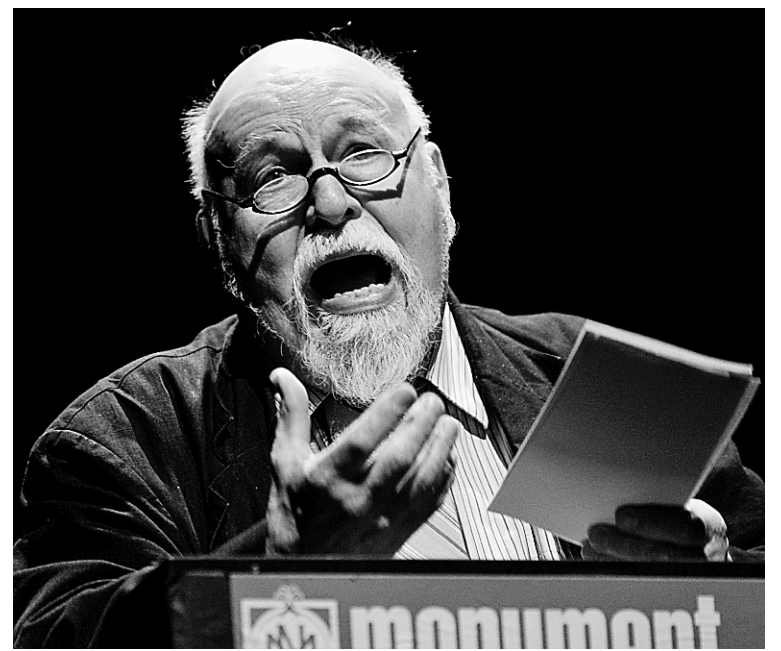


PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Jean-Claude Germain a participé à un spectacle au Monument-National, hier, pour faire pression sur le gouvernement Charest afin qu'il applique la loi 101 aux écoles privées non subventionnées.

La loi 101 pour contrer les écoles passerelles Québec interpellé

LA PRESSE CANADIENNE

C'est lors d'un spectacle retraçant l'évolution de la langue française au Québec que de nombreux artistes, politiciens et membres de la société civile ont lancé, hier, une offensive visant à forcer le gouvernement Charest à renforcer la loi 101 et à l'appliquer aux écoles privées non subventionnées.

Plusieurs centaines de personnes ont eu droit à un véritable cours d'histoire sur la langue de Molière, hier après-midi au Monument-National à Montréal, illustré par de nombreux textes lus par

des artistes et appuyés tantôt par des images projetées sur écran géant, tantôt par des performances musicales.

Ce spectacle était orchestré par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et appuyé par la Coalition pour l'application de la loi 101 aux écoles privées non subventionnées, qui regroupe une vingtaine d'organismes politiques, de centrales syndicales et de groupes de défense du français.

Le rassemblement s'est conclu par une marche en direction des bureaux de la ministre de la Culture et des Communications, Christine St-Pierre.

JOURS

Sears*

Pour d'autres offres des Jours Sears, visitez sears.ca

CE QU'IL Y A DE MIEUX PENDANT LES JOURS SEARS!

FAITES VITE, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 25 avril 2010, sauf avis contraire

BPS | EN VEDETTE: NOS PLUS BAS PRIX DE LA SAISON

| | | | |
|---|---|---|--|
| <p>RABAIS 50% 75\$</p> <p>Veste Liz Claiborne^{MD}. Modèle n° LC6924466. Rég. Sears 150 \$.</p> <p>RABAIS 50% 67⁵⁰</p> <p>Veste Claiborne^{MD} à prix ordinaire pour hommes. Rég. Sears 135 \$.</p> <p>Et, rabais 40% *TOUS les autres vêtements d'extérieur à prix ordinaires pour hommes et femmes</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON POUR N° LC6924466</p> | <p>RABAIS 50%</p> <p>*TOUS les pulls et cardigans Jessica^{MD} et Jessica Weekend^{TM/CM} à prix ordinaires. Comprend les tailles spéciales</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON</p> | <p>ÉPARGNEZ 700\$ EN TOUT 999⁹⁸</p> <p>Kenmore</p> <p>Duo à chargement en façade et optimisation de l'eau. Rabais 300 \$. Laveuse 3,5 pi². 16 options. N° 49097. Rég. Sears 999,99. 699,99 Rabais 200 \$. Sécheuse 7 pi². 9 options. N° 89097. Rég. Sears 699,99. 499,99 Rég. Sears 1699,98 en tout pour le duo</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON POUR LE DUO</p> | <p>RABAIS 55% 899⁹⁹</p> <p>Grand ensemble matelas-sommier 2 places SEARS-O-PEDIC^{MD} 'Trinity II' Chiropractic^{MD} à plateau-coussin et ressorts ensachés individuellement. Ressorts ensachés individuellement pour une distribution uniforme du poids. Mousse reprenant sa forme et latex pour soulager les points de pression. Rég. Sears 1999,98. 2891SL en formats lits 1 place, 2 places et TG 2 places aussi à 55% de rabais</p> <p>Chiropractic^{MD} est une marque déposée de Springwall Sleep Products International Inc.</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON</p> |
| <p>RABAIS 50% 34²⁹</p> <p>Chacun Pantalon tout-aller Dockers^{MD} 'Signature' à prix ordinaire pour hommes. Rég. Sears 70 \$.</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON</p> | <p>RABAIS 60% AVEC REMISE DU FABRICANT***</p> <p>TOUS les soutiens-gorge en boîte WonderBra^{MD} à prix ordinaires. Modèle n° 2620.</p> <p>Et, rabais 55% avec remise postale^{†††} *TOUS les soutiens-gorge, culottes et sous-vêtements de maintien en boîte WonderBra et Playtex^{MD} à prix ordinaires.</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON POUR MODÈLE N° 2620</p> | <p>RABAIS 50% 148⁹⁹</p> <p>Ouvre-porte de garage CRAFTSMAN^{MD} 1/2 hp à entraînement par chaîne. 2 émetteurs à 3 fonctions. Codes de sécurité pour protéger des cambriolages. N° 18458. Rég. Sears 299,99. Supplément pour l'installation.</p> <p>BPS LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON</p> | <p>19⁹⁹ Ens., tout format Ensembles de draps en microfibrés. 1 place-G 2 places. Dans la limite des stocks</p> <p>29⁹⁹ Ch., tout format Housse de couette en microfibrés. 1 place-G 2 places Dans la limite des stocks</p> <p>PAS DE PLUS BAS PRIX CETTE SAISON</p> |

Pas d'intérêt avant janvier 2013* OU 2X DU CLUB SEARS^{MC}

Avec la carte MasterCard^{MD} Sears^{MD} ou la carte Sears, pour tous les meubles[†], ensembles matelas-sommier, gros appareils ménagers, machines à coudre, aspirateurs^{††} et appareils électroniques chez Sears

*Payez en 33 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2013. Sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 700 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Si vous ne payez pas la mensualité en entier à la date d'échéance, des intérêts seront calculés sur la portion impayée de cette mensualité à partir du premier jour de votre prochain relevé au taux en vigueur pour les transactions d'achat. Si votre compte reste impayé pendant quatre (4) cycles de facturation, le programme de financement facultatif prendra fin et le solde impayé entraînera l'accumulation d'intérêts au taux en vigueur pour les transactions d'achat. Offre en vigueur du vendredi 9 au dimanche 25 avril 2010. **Les clients obtiendront des points du Club Sears pour les achats avec la carte MasterCard^{MD} Sears^{MD} ou la carte Sears s'ils ne choisissent pas le programme de financement. Le nombre de points est calculé ainsi: 1 point pour chaque 1 \$ dépensé pour chaque transaction. Il y a des exceptions. Les points du Club Sears ne s'appliquent pas aux taxes ni aux frais de livraison. Renseignez-vous. †R/O1 Meubles; à l'exclusion des mobiliers de jardin et des meubles pour bébés dans les grands magasins Sears. ††R/20 Couture et entretien des sols; à l'exclusion des aspirateurs avale-tout.

†Ces offres de rabais: à l'exclusion des articles dont le prix se termine par .97, des articles 'Achat spécial', des vêtements Columbia et des articles actuellement annoncés.
***Rabais 50% en magasin, plus rabais supplémentaire de 10% avec la remise postale du fabricant; détails en magasin.
†††Rabais 45% en magasin, plus rabais supplémentaire de 10% avec la remise postale du fabricant; détails en magasin.

Recherchez le symbole ENERGY STAR[®]. Il indique que le produit respecte les critères d'admissibilité ENERGY STAR en matière d'efficacité énergétique.

NE042G210 © 2010. Sears Canada Inc.

FAUBOURG CONTRECŒUR

Les terres contaminées traitées à Mascouche

CHARLES CÔTÉ

La plus grande partie des terres contaminées du Faubourg Contrecœur, projet immobilier controversé de l'entreprise F. Catania dans l'est de Montréal, ont été enfouies chez Écolosol, a constaté *La Presse*.

La question des terres contaminées et le coût réel de leur décontamination est au cœur de diverses enquêtes qui ont eu cours et qui se poursuivent au sujet de la vente par la Ville de Montréal du terrain Contrecœur à F. Catania.

Le mois dernier, l'escouade Marteau de la Sûreté du Québec a perquisitionné dans les locaux de F. Catania, entre autres à la recherche de documents au sujet du Faubourg Contrecœur.

Écolosol est une entreprise de Mascouche qui a pour premier actionnaire Normand Trudel, proche du Parti libéral du Québec. L'entrepreneur Tony

du Faubourg Contrecœur qui a été acheminé chez Écolosol.

Pour la majeure partie, les terres du Faubourg Contrecœur envoyées chez Écolosol étaient faiblement contaminées. À ce titre, selon le ministère de l'Environnement, elles auraient pu servir de matériau de recouvrement dans un lieu d'enfouissement, comme ceux de Lachenaie ou de Sainte-Sophie. Dans ce cas, selon des sources de l'industrie, le coût d'enfouissement aurait pu être de seulement 12\$ la tonne.

En octobre 2008, Écolosol a poursuivi F. Catania pour le paiement d'une facture de décontamination. L'affaire a été réglée à l'amiable en mai 2009. Dans la poursuite, Écolosol affirmait que «le montant total du contrat» se chiffrait à 1 093 920\$. F. Catania affirme que cette facture est liée à la décontamination du Faubourg. Ce qui donnerait un coût moyen d'environ 22\$ la tonne.

Écolosol n'a pas voulu confirmer ce fait ni donner aucun autre renseignement sur ce dossier. F. Catania n'a pas voulu confirmer la justesse de ce calcul.

Comme l'indique le rapport annuel 2008 d'Écolosol, l'entreprise a aussi reçu près de 38 000 tonnes de terres contaminées du ministère des Transports du Québec (MTQ), en majeure partie en provenance du chantier du prolongement de l'autoroute 25.

À cet égard, Écolosol avait affirmé à *La Presse* l'an dernier que «le tarif normal pour l'enfouissement est autour de 20\$ la tonne», mais que dans ce cas ils avaient fait «un meilleur prix».

Rappelons qu'en vertu de son contrat de partenariat public-privé, Consortium A25, responsable du chantier, a pu refiler 14,8 millions de dollars de frais de décontamination au MTQ sans procéder à un appel d'offres.

Au cœur de l'affaire

La vente des terrains du Faubourg Contrecœur par la SHDM, bras immobilier de la Ville de Montréal, est l'une des deux affaires qui ont entraîné le départ de deux hauts dirigeants de la Ville en septembre dernier: le directeur général Claude Léger et le directeur des affaires corporatives Robert Cassius de Linval. L'autre affaire est celle des compteurs d'eau, qui



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

En 2008, Construction Frank Catania et Associés, qui gère le projet immobilier du Faubourg Contrecœur (ci-dessus), a été le plus important client d'Écolosol, selon le rapport annuel de l'entreprise.

Les plus importants clients d'Écolosol en 2008

| Client | Sol (tonnes) | Chantier |
|---|--------------|---|
| Construction Frank Catania et Associés Inc. | 49 665 | Faubourg Contrecœur |
| Ministère des Transports | 37 626 | Autoroute 25 principalement |
| Canadien National | 12 263 | Autoroute 25 |
| Le Solano | 11 409 | Faubourg Québec |
| Groupe Mindey | 9746 | 2100, avenue Victoria (Lachine) |
| Ville de Montréal | 8154 | 14 chantiers différents |
| Ministère de la Défense | 6674 | 6769, rue Notre-Dame Est principalement |
| Secra inc. | 5800 | 2079, rue Pigeon (Lasalle) principalement |
| Construction Louisbourg | 5771 | Quartier des spectacles, Montréal |
| 6302688 Canada | 5531 | 350, boul. De Maisonneuve Ouest |

Source : Rapport annuel d'Écolosol 2008

Pour la majeure partie, les terres du Faubourg Contrecœur envoyées chez Écolosol étaient faiblement contaminées.

Accurso y détient une participation minoritaire.

Normand Trudel a tenu, le 21 avril 2008 dans sa résidence, une soirée-bénéfice au profit du Parti libéral, à laquelle le premier ministre Jean Charest a participé. Selon le PLQ, cette soirée réunissant une centaine de personnes a permis de recueillir 107 000\$. «C'était une soirée régionale à 1000\$ par personne», affirme Michel Rochette, directeur des communications du PLQ.

En 2008, F. Catania a été le plus important client d'Écolosol, selon le rapport annuel de l'entreprise, avec 49 665 tonnes de terres contaminées. La majorité des opérations de décontamination se sont déroulées en juin, juillet et août 2008.

Le chiffre est confirmé par Philippe Roy, porte-parole de F. Catania. Il ajoute que 10 800 tonnes de ont été acheminées dans quatre autres entreprises. C'est donc plus de 80% du volume de terres contaminées

concernait une autre entreprise de l'entrepreneur Tony Accurso, Simard-Beaudry.

Notons que deux entreprises s'étaient qualifiées pour acheter les terrains du Faubourg Contrecœur: F. Catania et Construction Marton, une autre entreprise de M. Accurso.

La question des coûts de la décontamination est le principal sujet de discorde entre la SHDM et F. Catania.

Le terrain du Faubourg Contrecœur avait une valeur de 31 millions de dollars au rôle d'évaluation municipale. Un expert privé avait estimé sa valeur marchande à 19 millions. C'est à ce prix que le terrain a été

vendu à Catania par l'entremise de la SHDM. Mais celle-ci a soustrait 11 millions du prix de vente pour la décontamination et 3,6 millions pour d'autres frais, si bien que le prix final est tombé à 4,4 millions, à payer au plus tard le 30 juin 2010.

Or, l'enquête du vérificateur externe Samson Bélaïr pour le compte du vérificateur général de la Ville a établi que la décontamination pourrait avoir coûté beaucoup moins cher – de 5,9 à 7 millions.

L'été dernier, la nouvelle direction de la SHDM a donné jusqu'au 31 janvier au Groupe F. Catania pour lui fournir les factures de la décontamina-

tion. La firme a demandé un délai jusqu'au 28 février, mais elle n'a toujours pas rendu les documents, a révélé à *La Presse* le directeur général de la SHDM, Guy Hébert.

Le Groupe F. Catania a depuis expédié une lettre à la SHDM pour l'aviser qu'elle ne fournirait pas les documents demandés tant que le travail de décontamination ne serait pas terminé, c'est-à-dire à la fin de l'été. «Il n'y a plus rien comme terre contaminée sur le site, sauf que dans la partie nord, il reste à rajouter du remblai, explique M. Roy. C'est seulement à ce moment que la réhabilitation sera finalisée.»

EN BREF

Mascouche forcé de donner de la place à la grogne fiscale

Le conseil municipal de Mascouche emménage aujourd'hui dans des locaux plus grands, afin de s'adapter au grand nombre de citoyens qui protestent contre la hausse de leur impôt foncier. La séance du conseil aura lieu à 19h, au pavillon du Grand Coteau, 2510, boulevard Mascouche. Le candidat défait à la mairie, Serge Hamelin, tiendra une conférence de presse à 18h. Depuis le 4 mars, jour de l'envoi de l'avis d'imposition, le maire Richard Mascotte doit affronter la révolte de nombreux citoyens choqués par les hausses d'impôt foncier. Le maire se défend en disant que la hausse moyenne va de 10% à 12% et qu'elle survient après 10 années d'augmentations inférieures à l'inflation. - Charles Côté

Le SPVM sort le pistolet paralysant

La police de Montréal a utilisé un pistolet électrique de type Taser, hier, pour maîtriser un homme dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. L'incident est survenu chez Méta d'Âme, centre d'aide pour les toxicomanes situé à l'angle des rues De Rouen et Florian. Vers 15h30, les intervenants du centre ont appelé la police après qu'un résidant eut fait des menaces. L'homme s'était barricadé dans son appartement et avait des couteaux en sa possession, a indiqué André Leclerc, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Vers 17h, les policiers l'ont donc neutralisé avec un pistolet électrique. Après avoir été traité par les ambulanciers, l'homme a été transféré à l'hôpital Notre-Dame pour subir des tests. Il se trouve dans un état stable, a indiqué hier le directeur général de Méta d'Âme, Guy-Pierre Lévesque. - Catherine Handfield

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

Une nouvelle série de conférences

La **RÉVOLUTION TRANQUILLE**

50 ans d'héritages

Photo: Gabori Szilasi, collections de BAnQ

Le mardi 13 avril à 19 h 30
À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque
Entrée libre; 300 places disponibles

Les grands chantiers de la Révolution tranquille: éducation, culture et santé

Conférencier : **Gilles Paquet**, professeur émérite à l'école de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa

Une présentation de :

UQÀM Bibliothèque et Archives nationales Québec

Avec l'appui de :

Culture, Communications et Condition féminine Québec

Québec LA PRESSE cyberpresse.ca canal SAVOIR

VIEUX-QUÉBEC

Forfait couette et café
Suite avec cuisine / cuisinette toute équipée!
à partir de **129\$**
pour 2 personnes incluant le petit-déjeuner à la carte et le stationnement.

LE PORT-ROYAL
hôtel & suites

1.866.417.2777
www.leportroyal.com

SALON DE LA FOURRURE
ÉVÈNEMENT DE REMODELAGE
2 JOURS SEULEMENT

Vendredi 16 avril 10 h 00 - 19 h 00
Samedi 17 avril 10 h 00 - 17 h 00

Rencontrez la designer de fourrure renommée Wendi Ricci, spécialiste en remodelage.

Vous serez étonné des transformations que l'on peut apporter à votre vieux manteau de fourrure. Appelez dès aujourd'hui pour prendre rendez-vous (514) 289-8661

Consultez-nous pour tous services de soins de fourrure tels que l'entreposage, le nettoyage et les réparations.

LA BAIE CENTRE-VILLE MONTRÉAL
SALON DE LA FOURRURE 3^{ÈME} ÉTAGE
(514) 289-8661

la Baie

MONDE

HAÏTI

7 à l'échelle de la peur

Les rapt sont une « industrie » florissante à Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier. Mais la crainte de l'enlèvement n'est qu'une des nombreuses appréhensions des Haïtiens. Autres objets de peur : les prisonniers évadés, la pluie, un nouveau tremblement de terre dévastateur... et les autorités corrompues. Compte rendu de notre envoyé spécial.



VINCENT MARISSAL
ENVOYÉ SPÉCIAL

PORT-AU-PRINCE

Brunette Brutus venait de monter dans l'auto de son fiancé Harrison, après le travail, le 17 mars vers 19 h 30, lorsque le jeune couple a remarqué qu'une camionnette blanche suspecte les suivait.

Le reste s'est déroulé comme dans les films de gangsters. Un quatuor de malfaçons armés sort de la camionnette, braque les deux jeunes terrifiés. On les force à s'asseoir derrière, avec deux malabars, pendant que les deux autres prennent place à l'avant et démarrent avec la voiture.

Les deux malheureux tourtereaux se retrouvent quelques minutes plus tard dans une pièce sombre d'une maison en ruine où les kidnappeurs les interrogent : Avez-vous de l'argent ? Votre famille peut payer combien pour vous revoir ? Et votre patron ? Avez-vous de la famille à l'étranger qui peut payer la rançon ?

Les malfaçons exigent alors 250 000 \$ US et 100 000 gourdes (2500 \$), une rançon exorbitante. Les familles et les amis se cotisent et remettent finalement autour de 20 000 \$ aux ravisseurs. Ceux-ci ne relâchent toutefois que Brunette, après quatre jours de terreur, de balades nocturnes au bord des falaises et de menaces d'exécution. Ils exigent maintenant 50 000 \$ pour Harrison. Encore là, ils n'ont obtenu qu'une fraction de cette rançon, recueillie par Brunette, notamment grâce à Facebook.

Le couple s'est finalement retrouvé après une semaine d'angoisse, dépouillé en plus de l'argent que Harrison avait sur lui afin d'acheter leurs alliances pour leur mariage prochain.



PHOTO RAMON ESPINOSA, ASSOCIATED PRESS

Rafle policière contre un gang à Port-au-Prince, il y a quelques jours. Les policiers ne chôment pas en Haïti depuis le séisme du 12 janvier. L'évasion de 5000 prisonniers le soir du tremblement de terre n'y est pas étrangère. Les forces de l'ordre elles-mêmes inspirent la crainte aux Haïtiens, en raison de la corruption.

Lorsque je l'ai rencontrée, dans un restaurant de Port-au-Prince, samedi matin, la jeune femme était visiblement ébranlée et nerveuse, au point de me demander de faire l'entrevue dans l'auto, en roulant, pour ne pas être remarquée. Du restaurant à l'auto, 10 m à peine, elle a dû se retourner 20 fois pour regarder si on la suivait.

Évasions

La peur de l'enlèvement, une « industrie » qui vient de reprendre en Haïti, n'est qu'une des craintes qui habitent les résidents de Port-au-Prince.

Évidemment, l'histoire de Brunette est extrême, mais tout le monde ici craint les « bandits », surtout les 5000 prisonniers évadés le soir du

Les « bandits » sont comme les répliques : ils arrivent après la catastrophe, ils se manifestent souvent et peuvent frapper à tout moment. Ils ne font qu'amplifier le climat général de peur qui épuise cette ville.

À un moment, je pensais bien qu'elle allait craquer. Il faut dire que deux mois avant l'enlèvement, Brunette a été blessée dans le tremblement de terre. Elle a perdu beaucoup de sang et elle était mal en point lorsqu'on l'a dégagée des décombres, 12 heures plus tard. Elle a par la suite appris que sa maison avait été détruite.

« J'ai hâte de tourner la page, je trouve que ça fait beaucoup pour moi... » m'a-t-elle dit, lasse.

Sans grande surprise, Brunette et son fiancé n'ont qu'un projet d'avenir pour le moment : quitter Haïti. Un tremblement de terre et un rapt, c'est dur pour le système nerveux.

tremblement de terre, dont plus de 4500 courent toujours.

Presque tous les soirs, la police échange des coups de feu avec les « bandits ». De 40 à 50 sont repris chaque semaine.

Les « bandits » sont comme les répliques : ils arrivent après la catastrophe, ils se manifestent souvent et peuvent frapper à tout moment. Ils ne font qu'amplifier le climat général de peur qui épuise cette ville.

La plus grande peur, bien sûr, c'est qu'une nouvelle secousse majeure achève le funeste travail de la première.

Bien des gens pourraient réintégrer leur maison plutôt que de vivre dans des tentes sur leur terrain ou dans des camps, mais ils ont trop peur. Même après une inspection

par des ingénieurs, la plupart refusent de dormir dans leur maison.

Viola Augustin, jeune femme du quartier Fontamara, voudrait bien quitter la boue et la promiscuité de son camp de fortune, mais sa mère ne veut rien savoir de rentrer à la maison. La famille y va pour manger et faire sa toilette, mais pas question d'y dormir.

« Des ingénieurs du Canada sont venus et nous ont dit que la maison est sûre, mais ma mère refuse. Elle attend le OK du gouvernement. Je lui ai dit qu'elle va attendre 10 ans ! »

La pluie

Autre objet de peur, en forte hausse ces jours-ci : la pluie. Et toutes les maladies qu'elle transporte par le ruissellement dans une ville faite de côtes.

La pluie, c'est la hantise de William Placide et des 12 membres de sa famille (William, 40 ans, est papa de jeunes enfants et déjà grand-papa), entassés dans une tente dans un camp sur le terrain de golf de Pétienville.

« La nuit, quand il pleut, nous devons prendre les enfants pour qu'ils dorment sur nous parce que l'eau entre dans la tente », explique ce grand maigrichon qui porte vraiment bien son nom. Visiblement, William ne dort pas beaucoup ces jours-ci.

Après les pluies, viendront les chaleurs accablantes de l'été, puis la saison des oura-

gans, dont les autorités parlent déjà avec angoisse.

Les autorités

Les autorités, justement, autre source de peur constante des Haïtiens. On craint la police corrompue, les politiciens véreux et le gouvernement incapable ou profiteur. Pas un seul Haïtien (sauf quelques membres de l'élite intellectuelle) à qui j'ai parlé de tutelle ne s'est opposé à ce concept. Et ce n'est certainement pas parce que ce peuple manque de fierté nationale !

Au département de la peur, un peu de vaudou aussi. La peur des lousp-garous, notamment, qui explique pourquoi on colle les tentes pratiquement les unes sur les autres, même dans les camps où il y de l'espace.

Sans oublier, enfin, la peur de Dieu, omniprésente ici. Il est vrai que Dieu a donné aux Haïtiens quelques raisons spectaculaires de craindre Sa main invisible.

« La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse », ai-je lu sur un tap-tap cette semaine. Pas de doute, les Haïtiens sont des gens très sages.

Mais trois mois jour pour jour après le tremblement de terre, ils sont surtout fatigués.



Pour joindre notre chroniqueur :
vincent.marissal@lapresse.ca

RÉUNIFICATION DES FAMILLES

Séphora et Jonathan coincés dans la machine bureaucratique

VINCENT MARISSAL

PORT-AU-PRINCE — Séphora Jennifer François, 14 ans, et son frère Jonathan Thierry, 12 ans, ont souligné hier un bien triste anniversaire : un an, jour pour jour, sans voir leur maman.

Sur le balcon de deuxième palier de la modeste maison d'une amie de leur mère, dans le quartier Carrefour, ils ont reçu *La Presse*, la fin de semaine dernière.

Ils vivent là depuis un an, cachés, limitant leurs mouvements au strict minimum, question de ne pas attirer l'attention des « bandits » qui terrorisent la famille depuis une tentative d'enlèvement raté, l'an dernier.

Bien souvent, le seul déplacement consiste à descendre de la maison vers la tente installée dans la rue. Presque personne

dans ce coin ne dort dans sa maison, de peur d'une réplique meurtrière.

Les fameux « bandits » sont peut-être des membres de leur

Près de deux mois après l'annonce du programme spécial de réunification des familles, aucun réfugié haïtien n'est arrivé au Québec.

propre famille, personne ne sait trop. « Tout est toujours très compliqué en Haïti, vous savez », lance la femme qui les héberge et les surveille en attendant qu'ils puissent rejoindre leur mère à Montréal.

Celle-ci, Eline Ocessite,

est entrée au Canada il y a des mois comme réfugiée. Sa mère et elle ont été victimes d'une tentative d'enlèvement à Port-au-Prince.

M^{me} Ocessite a pris peur et a quitté Haïti, mais elle n'a pas amené ses enfants avec elle pour des raisons de visa aux États-Unis, où elle a d'abord transité. Elle enseignait à Port-au-Prince et affirme qu'un groupe de criminels veut enlever ses enfants pour obtenir une rançon.

Ce type d'enlèvement est assez fréquent en Haïti et il ne vise pas toujours des familles riches.

Après le tremblement de terre, Eline Ocessite pensait que ce serait plus facile de faire venir ses enfants à Montréal, d'autant plus que sa demande date d'avant le tremblement de terre, comme celles de 1500 autres Haïtiens coincés eux aussi dans

les arrérages d'Immigration Canada.

Ottawa et Québec se sont entendus en février pour accélérer le processus de réunification des familles. Québec a même annoncé un élargissement de la définition stricte de famille et a ouvert ses portes à 3000 Haïtiens de plus.

Sur le terrain, à Port-au-Prince, tout cela est bien théorique. Les dossiers de Séphora et Jonathan sont bloqués dans la machine bureaucratique.

Il faudra des mois, au moins sept à huit, pour régler le dossier, selon Marjorie Villefranche, de la Maison d'Haïti à Montréal. Elle s'est rendue elle-même à Port-au-Prince pour essayer d'obtenir un visa temporaire pour les enfants. En vain.

« Aucune humanité »

« Les fonctionnaires ont répondu, par lettre, qu'ils n'avaient pas été convaincus que les enfants retourneraient en Haïti » à l'expiration du visa temporaire. « Évidemment qu'ils ne veulent pas retourner en Haïti ! » s'offusque M^{me} Villefranche, qui accuse Immigration Canada de fournir des réponses purement bureaucratiques à un drame humain épouvantable.

« Il n'y a aucune huma-

nité dans ce processus », déplore-t-elle.

Elle ne parle pas que du cas de Séphora et de Jonathan, mais des milliers de personnes coincées en Haïti qui attendent de rejoindre leur famille au Canada.

« Le fédéral avait promis d'accélérer le processus, mais seulement 150 dossiers sur 3000 ont été réglés pour les demandes datant d'avant le 12 janvier, dit-elle. C'est le fédéral qui retarde. Nous sommes inquiets pour les 3000 autres demandes qui arriveront dans le cadre du programme spécial. »

Selon M^{me} Villefranche, il y a deux classes d'enfants haïtiens aux yeux du gouvernement canadien : les enfants adoptés, à qui on a accordé priorité dans les jours suivant le séisme, et les autres, qui attendent encore.

Près de deux mois après l'annonce du programme spécial de réunification des familles, aucun réfugié haïtien n'est arrivé au Québec, précise-t-on à Immigration Québec. Et aucun n'arrivera, vraisemblablement, avant plusieurs mois.

« C'est le fédéral qui traîne, dit-on à Québec. Malgré la promesse d'accélérer le processus, on ne sent pas que c'est une priorité. »

SOUDAN

PHOTO REUTERS
Omar Hassan el-Béchir

Kafka à Khartoum

Des bureaux de vote sans bulletins, des bulletins dans les mauvais bureaux: la première journée de scrutin au Soudan a donné lieu hier à des scènes kafkaïennes qui ont irrité les électeurs sans toutefois dégénérer en violences. Ces premières élections multipartites en près de 25 ans ont été marquées par des plaintes pour irrégularités, alors que la commission électorale a admis quelques «erreurs» dans le scrutin. Les ex-rebelles sudistes du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) ont regretté une journée «perdue». Les 16 millions d'électeurs ont jusqu'à demain pour voter à ces premières élections présidentielle, législatives et régionales multipartites depuis 1986 dans le pays dirigé depuis plus de 20 ans par Omar el-Béchir, auteur d'un coup d'État soutenu par les islamistes. AFP

HONGRIE

La droite gagne

Le parti de l'opposition de droite Fidesz a remporté une écrasante victoire dès le premier tour des élections législatives, hier en Hongrie, tandis que l'extrême droite a réussi une percée et fait son entrée au Parlement. Sur la base de 99% des bulletins de vote dépouillés par le Bureau national électoral (OVI), le Fidesz totalise 52,77% des suffrages et est déjà assuré de détenir au moins 206 sièges sur les 386 du Parlement monocaméral. L'extrême droite hongroise du parti Jobbik, créé seulement en 2003, a réussi une percée en atteignant 16,71% pour son entrée au Parlement national. AFP

THAÏLANDE

La crise politique dégénère en « bain de sang »

Une vingtaine de morts, un premier ministre en sursis, une division chaque jour plus profonde entre les élites et les milieux populaires: la Thaïlande s'est réveillée hier sur un tas de ruines, après avoir vécu la veille les affrontements les plus violents depuis 20 ans.

D'APRÈS AFP

BANGKOK — Les manifestants thaïlandais ont affiché hier leur détermination à lutter jusqu'au bout pour obtenir le départ du premier ministre, au lendemain de violents heurts avec les militaires à Bangkok, qui ont fait au moins 21 morts et 800 blessés.

Ces batailles de rue, consécutives à l'instauration mercredi de l'état d'urgence, ont été les plus meurtrières en près de 20 ans dans le royaume secoué par des crises politiques à répétition depuis le milieu des années 2000 et paralysé par une division de la société chaque jour plus profonde.

« Nous demandons au premier ministre Abhisit Vejjajiva de démissionner immédiatement et de quitter le pays », a déclaré Nattawat Saikuar, l'un des leaders de l'opposition.

« Guerre civile », « Bain de sang », « Notre heure la plus sombre », ont titré les quotidiens hier pour résumer la

PHOTO ROSLAN RAHMAN, AGENCE FRANCE-PRESSE
Chemises rouges et soldats, face à face, samedi à Bangkok. La collision a viré au bain de sang.

tournure dramatique prise la veille par la crise.

Le dernier bilan des services de secours faisait état de la mort de 17 civils, dont un cameraman japonais de l'agence Reuters, et de 4 soldats. Au moins 825 personnes, dont environ 200 militaires, ont été blessées.

Ces affrontements ont fait suite à près d'un mois de manifestations pacifiques des « chemises rouges », nom donné aux partisans de l'ancien premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, contraint de quitter le pouvoir en 2006 après un putsch militaire et des accusations de corruption.

Les « rouges » réclament des élections législatives anticipées et considèrent Abhisit, à la tête du gouvernement depuis décembre 2008, comme illégitime.

Ce dernier refus de démissionner. « Moi et mon gouvernement continuerons de travailler pour régler la situation », a déclaré Abhisit, évoquant « une enquête indépendante » pour désigner les responsables des violences.

Le roi interpellé

Un cadre de l'opposition a appelé le roi Bhumibol, immensément révérendé dans le pays, à intervenir. « Quelqu'un va-t-il informer le roi que ses enfants ont été tués au milieu de la rue sans justice ? » a lancé Jatuporn Prompan.

Le plus ancien monarque en exercice dans le monde, âgé de 82 ans, est hospitalisé depuis septembre et n'est pas intervenu publiquement dans cette crise.

Après une journée sans violences, hier, plusieurs centai-

nes de personnes ont participé à une cérémonie en hommage aux civils tués. Seize cercueils rouges ont été portés au milieu de sympathisants agitant des drapeaux thaïlandais et priant.

Dans un message sur son site Twitter, Thaksin a présenté ses condoléances aux victimes. « Je voudrais demander au gouvernement et à l'armée de se souvenir que les "chemises rouges" sont aussi des Thaïlandais », a-t-il écrit.

Selon les secours, la majorité des victimes ont été tuées par balles.

Les « rouges » ont accusé les militaires d'avoir utilisé des « armes de guerre » contre « des manifestants désarmés ». Mais des témoins ont indiqué que des opposants avaient également eu recours à des armes à feu et à des engins incendiaires.

Le gouvernement s'est défendu en affirmant que les militaires n'avaient pas tiré de balles en direction des manifestants.

Les « rouges » ont remporté un succès hier en obtenant le rétablissement du faisceau de leur télévision, la Chaîne du peuple (PTV), qui avait été coupé par le pouvoir après l'instauration de l'état d'urgence.

Un mois après le début du mouvement, l'épreuve de force devrait se poursuivre cette semaine, notamment dans le quartier commercial et touristique de Ratchaprasong, que les manifestants occupent depuis neuf jours. « Nous ne partirons pas avant d'avoir gagné », a averti l'un d'eux, Bundit Raungpradit, 53 ans.

Une autre New-Yorkaise à la Cour suprême ?

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

Il fut un temps où la géographie et la religion jouaient un rôle déterminant dans les nominations à la Cour suprême des États-Unis, le président cherchant à refléter le poids des régions et des confessions de son pays au sein de la plus haute juridiction américaine.

Barack Obama pourrait cependant confirmer la fin de cette époque en annonçant, dans les prochaines semaines, son candidat pour succéder au juge John Paul Stevens, doyen et pilier progressiste de la Cour suprême, qui a annoncé vendredi son intention de prendre sa retraite à la fin de juin. S'il faut se fier à la presse américaine, il y a une forte probabilité que le président démocrate arrête son choix sur Elena Kagan, principale avocate du gouvernement fédéral devant la Cour suprême (son titre officiel est celui de *solicitor general*).

Ancienne doyenne de la faculté de droit de Harvard, cette juriste de 49 ans partage la particularité d'être née à New York avec les juges Sonia Sotomayor, première nomination de Barack Obama à la Cour suprême, et Ruth Bader Ginsburg, désignée par Bill Clinton. Élevée dans l'Upper West Side, quartier plutôt aisé de Manhattan, Elena Kagan ne représenterait donc pas un choix logique sur le plan de la géographie, d'autant plus que l'État voisin de New York, le New Jersey, compte lui-même deux juges à la Cour suprême, Antonin Scalia et Samuel Alito.

Le dernier protestant

La sélection d'une New-Yorkaise de confession juive aurait de surcroît un impact sur la Cour suprême qui aurait été impensable à une autre époque. Elle pourrait en effet signifier que la religion protestante, celle des Pères fondateurs des États-Unis, n'aurait plus un seul représentant au sein de la plus haute instance américaine. John Paul Stevens, dernier des juges protestants, siège aujourd'hui aux côtés de six catholiques – John Roberts, Sotomayor, Clarence Thomas, Scalia, Alito et Sotomayor – et de deux juifs – Stephen Breyer et Bader Ginsburg.

Sur le plan politique, la nomination d'Elena Kagan pourrait néanmoins faciliter la vie de Barack Obama, dont le choix devra être approuvé par le Sénat.

Plusieurs sénateurs républicains ont déjà exprimé de l'admiration pour l'intelligence et l'indépendance d'esprit de cette juriste qui a ouvert les portes de la faculté de droit de Harvard à plusieurs professeurs conservateurs de renom. Certains de ces mêmes sénateurs ont également déjà voté en faveur de la confirmation de Kagan au poste de *solicitor general*, un vote qu'ils pourraient avoir du mal à renier.

Un peu plus à droite ?

Les positions libérales de Kagan sur l'avortement et les droits des homosexuels, entre autres sujets controversés, pourraient évidemment l'exposer aux dénonciations de la droite. Mais, depuis l'annonce de la retraite du juge Stevens, les premières critiques à son endroit ne sont pas venues des conservateurs mais plutôt des progressistes, dont l'avocat et blogueur Glenn Greenwald. Selon lui, le remplacement du juge Stevens par Kagan aurait pour effet de déplacer le centre de gravité de la Cour suprême encore plus à droite, notamment en raison des positions de la juriste sur les questions de sécurité nationale.

En annonçant vendredi son intention de désigner le successeur du juge Stevens « dans les prochaines semaines », le président Obama a précisé que cette personne devrait non seulement être un « esprit libre », mais également posséder « un farouche dévouement pour le respect de la loi et une connaissance pointue de la manière dont les règles juridiques affectent la vie quotidienne des Américains ».

« Cela devra également être quelqu'un qui, comme le juge Stevens, sait que dans une démocratie, les intérêts des puissants ne doivent pas avoir le droit d'entraver ceux des citoyens ordinaires », a-t-il ajouté.

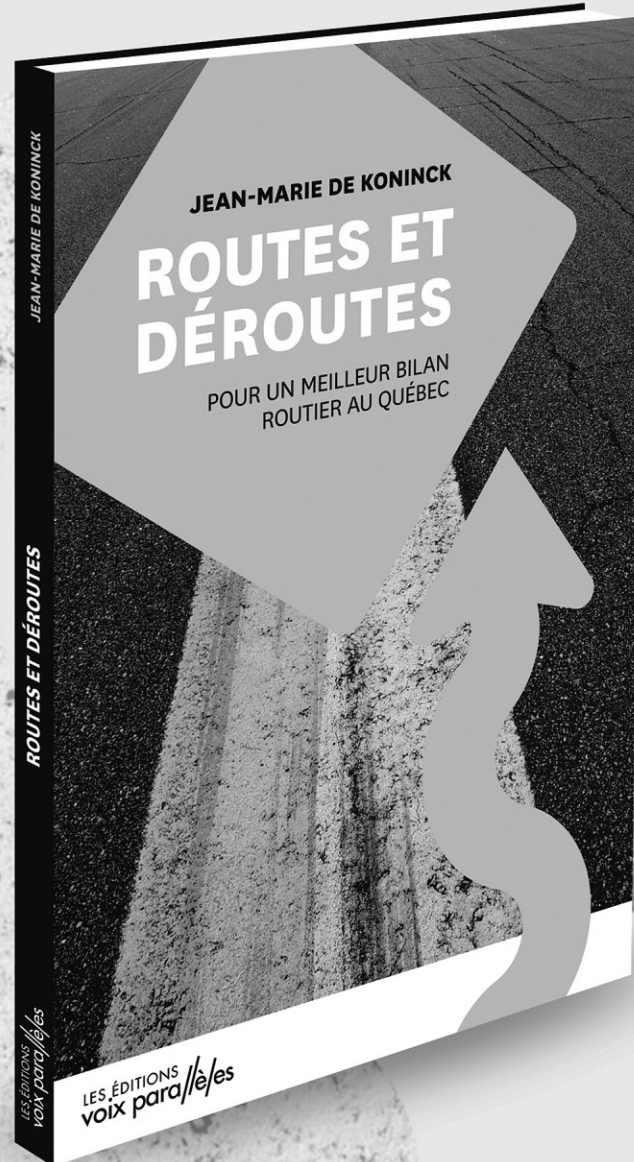
Dix candidats

Le président Obama examine une liste d'environ 10 candidats à la Cour suprême. Deux autres noms figurent parmi les favoris. L'un d'eux, Merrick Garland, siège à la Cour d'appel de Washington. Considéré comme un centriste, ce juriste de 57 ans susciterait encore moins d'opposition chez les républicains du Sénat qu'Elena Kagan, dont il partage la confession religieuse.

L'autre nom est celui de Diane Wood, 59 ans, juge à la Cour d'appel de Chicago. De confession protestante, elle a défendu avec vigueur des positions ancrées à gauche qui contribueraient sans doute à une levée des boucliers des républicains du Sénat et de leurs alliés dans les médias et les groupes d'intérêts conservateurs.

Contrairement à ces deux candidats, Elena Kagan n'a jamais été juge, ce qui ne la désavantagerait pas aux yeux de Barack Obama.

BIEN OU MAL? COMMENT LES QUÉBÉCOIS (SE) CONDUISENT-ILS?



LES ÉDITIONS

LA PRESSE

En vente en librairie ou sur librairie.cyberpresse.ca

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le parfait imparfait



JEAN-PASCAL BEAUPRÉ
 jbeaupre@lapresse.ca

Briller de tous ses feux lorsqu'on revient à la compétition après cinq mois d'inactivité, c'est un exploit en soi. Mais on savait déjà que Tiger Woods n'était pas un athlète comme les autres.

Ce qui a rendu sa performance au Tournoi des Maîtres tout à fait exceptionnelle ce week-end, ce fut sa capacité de faire abstraction de tous

les rebondissements largement médiatisés de sa vie personnelle qui ont entaché sa réputation depuis que ses nombreuses aventures extraconjugales ont fait la manchette à la fin de 2009.

Mais son mérite tient tout autant d'avoir réussi à maîtriser ses émotions tant bien que mal à chaque élan tout en se sachant épié par les amateurs de golf du monde entier, qui ne le perçoivent désormais plus de la même façon, qu'ils continuent à l'admirer ou non.

Dans ce contexte très particulier, que l'Américain ait ou non gagné un cinquième veston vert n'est pas capital. Bien sûr, seule la victoire compte pour ce féroce compétiteur, rien de moins. Cependant, pour une fois, il avait une autre préoccupation: s'assurer que ses fans ne lui avaient pas tourné le dos.

Parviendrait-il à retrouver le niveau de concentration qui a grandement contribué à ses succès phénoménaux sur les terrains les plus exigeants de la planète? Sa performance

pendant les quatre derniers jours à Augusta ne laisse planer aucun doute: en dépit du jugement qu'on peut porter sur son comportement en dehors du terrain, Tiger Woods demeure un athlète hors du commun. Le golf est un sport qui se joue beaucoup «entre les deux oreilles». Le talent brut ne suffit pas. D'autres auraient flanché sous la pression immense qui pesait sur ses épaules. Pas Tiger Woods. Sa confiance inébranlable en ses moyens et son ardent désir de vaincre ont pris le dessus sur les faux pas de sa vie personnelle et lui ont permis de hisser d'un cran la qualité d'exécution de son jeu.

C'était quand même curieux de le voir, entre deux coups,



PHOTO HANS DERYK, REUTERS

réfugier ses yeux derrière des verres fumés, ce à quoi il n'avait pas habitué les téléspectateurs par le passé. On aurait dit qu'il cherchait parfois à éviter que son regard trahisse sa nouvelle fragilité.

À première vue, il avait moins l'air d'un robot, il a bien esquissé quelques sourires à la foule. Les spectateurs, réputés pour leur comportement respectueux au Masters, n'ont pas été avares d'applaudissements à son endroit. Ils ne semblent pas avoir gardé de rancœur contre le joueur numéro un mondial. À son grand soulagement.

On ne s'attend plus à ce que Tiger Woods incarne le modèle que lui et son entourage avaient pris grand soin de bâtir durant toute sa carrière. Mais sur le plan purement sportif, il restera, pour les jeunes, une source d'inspiration, un exemple à suivre pour l'éthique de travail et la détermination dont il fait encore preuve pour atteindre des sommets inégalés.

En résumé: parfait (ou presque) au golf, mais imparfait dans la vie privée.

Parole d'évangile



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Les climatologues ont péché par arrogance. Trop longtemps, ils ont professé leur théorie du haut de leur tour d'ivoire, imposant leur vérité comme parole d'évangile.

Puis le «climategate» est survenu, suivi des révélations sur les erreurs du GIEC. Les chercheurs ont beau avoir tenté de balayer les critiques en les qualifiant de «science vaudou», ils se sont bien vite rendu compte qu'ils devaient, cette fois, faire face à la musique.

La preuve en est ce féroce débat qui oppose la communauté scientifique à l'ancien ministre français Claude Allègre. En publiant *L'imposture climatique*, son plus récent brûlot déjà au sommet des ventes, ce dernier a obligé les chercheurs à descendre dans la rue pour rectifier les faits.

Il était temps! Les climatologues ont trop longtemps pensé qu'ils étaient dispensés de débattre. Il faut donc applaudir cette lettre envoyée à l'Élysée, signée par plus de 600 chercheurs qui exigent un appui du gouvernement et la tenue d'un «débat scientifique serein et approfondi».

S'il est curieux de demander le soutien de l'État, il est en revanche plus qu'opportun d'accepter de participer à la discussion collective déclenchée par le «climategate».

Comme leurs confrères québécois dans le dossier de l'amiante, les scientifiques n'ont d'autre choix que de décortiquer publiquement les

propos tenus par ceux qui remettent leurs conclusions en question.

Le livre d'Allègre, membre de l'Académie des sciences, a ainsi eu droit dans les derniers jours à une nécessaire révision par les pairs. À laquelle il a lamentablement échoué, d'ailleurs.

Entretien entre un journaliste et un scientifique, *L'imposture climatique* a le mérite de critiquer la prédiction climatique à long terme, mais dans l'ensemble, il sombre dans les approximations et les contradictions, quand ce n'est pas carrément dans la fraude intellectuelle.

Malgré une formation en géochimie, Claude Allègre mélange météo et climat, contredisant le réchauffement par quelques hivers froids. Il reconnaît que les glaciers fondent, mais il «croit» que cela n'a rien à voir avec la température de la Terre. Il est persuadé que le climat change, mais il estime que le GIEC a tout faux lorsqu'il soutient qu'il y a un réchauffement.

Mais plus troublants encore sont les démentis formulés par plusieurs chercheurs qu'Allègre cite pour appuyer son propos. Cela a d'ailleurs obligé ce dernier à avouer qu'il avait «redessiné» toutes les courbes illustrant le livre.

«Il y a donc des inexactitudes ou même des exagérations par rapport aux originaux. C'est un choix éditorial», a-t-il simplement plaidé. Une réponse aussi édifiante que celle qu'il a servie à la lettre des scientifiques: «Nulle et stupide».

Il est sain de remettre en question des conclusions qui font consensus, mais encore faut-il être en mesure d'étayer ses dires. En acceptant de participer à un débat collectif, on le voit bien, les chercheurs ont inversé le fardeau de la preuve.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

CONJONCTURE

Réduire les risques

L'investisseur doit faire preuve d'audace pendant la tempête et se montrer plus prudent par beau temps

VINCENT DELISLE



L'auteur est stratège financier chez Scotia Capitaux.

L'indice baromètre du S&P 500 a poursuivi sur son élan depuis le début de 2010, enregistrant une hausse de près de 6%. Depuis la résurrection de mars 2009, la remontée boursière atteint 65% au Canada et 75% aux États-Unis. Les obligations de sociétés, le prix des ressources et le huard ont aussi enregistré des rendements spectaculaires depuis le printemps 2009. Malgré cette embellie, les principaux indices boursiers oscillent encore à des niveaux 25% inférieurs au sommet de 2008. À moyen terme, il serait surprenant de revisiter ces pics.

Le ton des données économiques a également fait un 180 degrés depuis les jours sombres de l'hiver 2009. L'économie canadienne a ajouté 176 000 emplois depuis juillet dernier, 162 000 Américains sont entrés sur le marché de l'emploi en mars et les profits des entreprises affichent une forte croissance depuis l'été 2009. Néanmoins, les séquelles de la crise demeurent visibles, notamment dans les pays développés, et les efforts déployés pour équilibrer les finances publiques restreindront le rythme de croissance économique dans les prochaines années.

Sur le plan des perceptions, le pessimisme excessif du printemps 2009 a depuis fait place à un scepticisme du

style: «Comment le marché ose-t-il rebondir alors que nous traversons une récession sans précédent?» Deux facteurs expliquent le redressement des derniers mois. Premièrement, la Bourse se relève toujours en milieu de récession, stimulée par les anticipations de redressement de la rentabilité des entreprises. En second lieu, et de façon plus importante, les investisseurs escomptaient une répétition des années 30, ce qui ne s'est pas produit. La normalisation des derniers mois aura donc permis un redressement plus musclé, mais le timing a été conforme aux autres cycles.

Maintenant que la normalisation des conditions de crédit est déjà avancée et que les

Le rythme de la reprise boursière devrait s'essouffler.

manchettes économiques sont majoritairement positives, le rythme de la reprise boursière devrait s'essouffler. La dernière étape de cette normalisation pourrait heurter davantage le marché des obligations puisque les taux d'intérêt sont appelés à grimper.

Les différences entre les contextes d'investissement de 2009 et 2010 devraient s'intensifier au cours des prochains mois. Contrairement à l'an dernier, les bonnes nouvelles économiques devraient damer le pion aux marchés en 2010. Également, l'accumulation de signes tangibles de reprise aux

États-Unis, notamment une baisse du chômage, permettra à l'optimisme de détrôner le scepticisme. Finalement, tout retour à la normale sera sanctionné par une remontée des taux d'intérêt alors que les banques centrales déploieront leurs stratégies de sortie. La Banque du Canada devrait d'ailleurs relever son taux directeur dès juillet prochain.

Ces changements n'annoncent pas nécessairement la fin du rebond boursier, mais ils indiquent que la fenêtre d'opportunité se referme. L'indice S&P 500 pourrait encore progresser de 5% (notre cible est à 1250) en 2010, alors que nous prévoyons une remontée d'environ 1% des taux d'intérêt. Les rendements des caisses de retraite canadiennes periront à atteindre 5% en 2010.

Les marchés financiers devraient rester volatils pour plusieurs années, ce qui nécessitera des stratégies plus proactives. Notre plan de match de 2009 était orienté vers une augmentation tactique des positions en actions et autres actifs cycliques. Pour 2010, nous jugeons opportun de graduellement réduire l'exposition aux actions au profit de l'encaisse. Lorsque le taux des obligations gouvernementales de long terme oscillera au-dessus de 4,5% (actuellement à 3,6%), il sera opportun d'y rediriger des sommes.

Comme le profil risque-rendement des actifs cycliques diminue lorsque l'optimisme augmente, il faut faire preuve d'audace pendant la tempête et se montrer plus prudent lorsque le ciel est bleu.

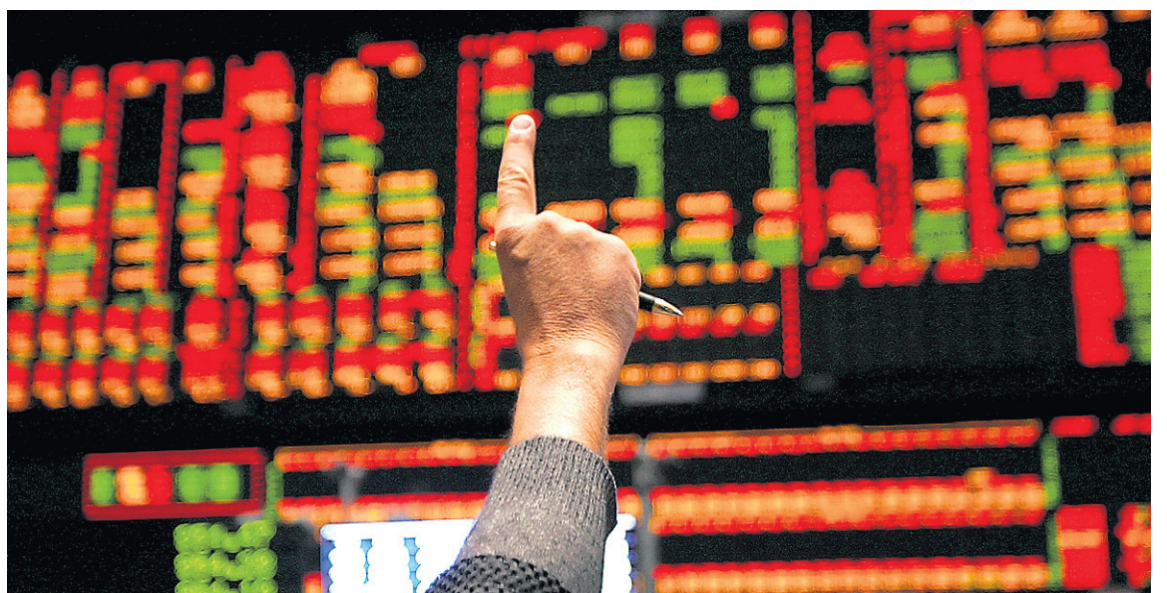


PHOTO TIM BOYLE, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

L'indice baromètre du S&P 500 a poursuivi sur son élan depuis le début de 2010, enregistrant une hausse de près de 6%. Depuis la résurrection de mars 2009, la remontée boursière atteint 65% au Canada et 75% aux États-Unis.

À BIEN Y PENSER

Il n'y a jamais eu autant d'infirmières, mais la majorité ne veut pas travailler à temps plein. Les jeunes veulent travailler le jour, du lundi au vendredi, comme si le soir, la nuit, les fins de semaine, il n'y avait pas de malades dans les hôpitaux. Le don de soi, l'abnégation et l'empathie sont nécessaires pour être une bonne infirmière, mais rares sont les jeunes qui possèdent ces qualités. — Ginette Boily, ex-infirmière

FORUM

Payer le docteur?



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Il y a une mesure du budget Bachand qui, en plus de créer des résistances au Québec, provoque des vagues au Canada, et c'est l'idée d'introduire une franchise, un « ticket orienteur » qui pourrait atteindre 25\$ par visite médicale.

Le « ticket orienteur » pourrait responsabiliser les citoyens et briser le mythe voulant que la santé soit gratuite.

Le changement est important sur le plan symbolique, parce que la contribution des citoyens serait liée, du moins en partie, à leur utilisation de services médicaux. Cela risque d'égratigner un des principes de la loi canadienne sur la santé qui, d'un océan à l'autre, revêt le caractère d'un dogme intouchable.

Le budget contient deux mécanismes de perception en santé qui restent marginaux, puisqu'ils ne couvriraient que 3,5% des dépenses. Le premier, c'est la contribution santé: 25\$ par personne cette année, 100\$ l'an prochain, 200\$ dans deux ans. Une sorte d'impôt qui rapportera 995 millions de dollars, surtout critiqué pour son caractère régressif.

Le second, la franchise, va plus loin dans la remise en cause du statu quo. Pour l'instant, ce n'est qu'un projet, dont les modalités ne sont pas précisées. Les documents budgétaires présentent, à titre d'illustration, l'une des formules proposées par le rapport Castonguay: une franchise de 25\$ par visite médicale, payée dans la déclaration de revenus de l'année suivante, avec une déduction qui exempte les familles à faible revenu et un plafond de 1% du revenu admissible. L'impact serait ainsi limité – par exemple à 275\$ pour un revenu de 60 000\$ – et la franchise augmenterait avec le revenu. Le tout rapporterait 500 millions en 2013-2014.

Cette franchise soulève plusieurs débats. Le premier est moral. Est-il injuste de faire payer davantage des gens parce qu'ils sont plus malades? À mon avis, non. Le principe d'égalité absolue n'est pas appliqué ailleurs que dans les soins médicaux. Nos choix de vie et le hasard ont un impact sur nos dépenses: les myopes payent leurs lunettes, les dépressifs paient leurs psys, les parents paient pour leurs enfants.

L'enjeu social est plus sérieux. C'est l'accessibilité. Le fait d'avoir à payer pour une visite médicale peut être une barrière pour les gens peu fortunés, et ainsi rendre le système inéquitable. Voilà pourquoi la loi canadienne de la santé interdit les mécanismes de paiement qui feraient obstacle à l'accès. Le projet québécois, quoique imprécis, répond de façon satisfaisante à cette inquiétude. Parce qu'on ne paie pas au moment de la visite, que les plus vulnérables ne paient pas, que la facture est trop faible pour constituer un obstacle. Pour ces raisons, Québec estime qu'il respecte l'esprit de la loi canadienne.

Il y a aussi un enjeu idéologique. Cette loi sur la santé est l'incarnation du modèle canadien, et sa remise en cause sera perçue comme une menace à l'identité canadienne. Pour calmer les esprits, rappelons que ça existe ailleurs. Les Français paient les visites médicales de leur poche, et se font rembourser 70% du total. La visite leur coûte plus de 10\$, et jusqu'à 20\$ si le médecin réclame plus que le tarif prescrit. Les Suédois paient 14\$ pour leur visite au généraliste et 35\$ au spécialiste. Deux pays reconnus pour l'équité de leur système de santé où l'on croit que la contribution individuelle est importante.

Reste l'enjeu de l'efficacité, l'amélioration du système. Le gouvernement prend bien soin d'expliquer que ce n'est pas un ticket modérateur, qui viserait à freiner la demande, mais bien d'un ticket orienteur, modulé pour encourager certains comportements, comme éviter les urgences. Est-ce réaliste quand les gens n'ont pas vraiment le choix?

Mais le principal impact de cette franchise, en plus de procurer des revenus, serait d'introduire dans le système un principe de réalité. Il responsabiliserait les citoyens et briserait le mythe voulant que la santé soit gratuite. Ce serait déjà beaucoup.

À VOTRE TOUR



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

L'évasion fiscale? Tout le monde le fait, semble-t-il. Et c'est bien là le problème, croit Pierre-Yves McSween, sa banalisation.

Histoires d'évasion fiscale

Nous en sommes à la fois témoins et souvent complices

PIERRE-YVES MCSWEEN
L'auteur est comptable à Montréal.

Attablés autour d'une bonne bouteille de vin dans un restaurant, nous voilà trois comptables atypiques réfléchissant à une stratégie pour redessiner l'avenir de notre société. Que devons-nous faire pour redresser les finances publiques, où aller chercher l'argent?

L'heure de fermeture arrive à grands pas et la serveuse, sympathique, vient terminer son verre de vin à notre table. Elle discute avec nous et finit par nous dire qu'elle possède une copropriété dans le Mile End. Surpris, mes deux compères lui demandent qu'est-ce que son conjoint fait dans la vie: elle répond qu'elle assume l'entière responsabilité de ce fardeau. Nous voilà hébétés. Comment est-ce possible mathématiquement? Elle nous avoue qu'avec son beau sourire, elle gagne plus de 20% en pourboires, mais que le gouvernement n'exige qu'elle ne déclare que 8%. Évidemment, avec notre formation, nous la rappelons à l'ordre en lui faisant comprendre que la portion non déclarée était en fait de l'évasion fiscale. La réponse automatique nous arrive en plein visage: « Tout le monde le fait. » Et nous y voilà, un des grands problèmes du Québec: la banalisation de l'évasion fiscale.

Tous et chacun, nous sommes à la fois témoins et souvent complices, même à notre insu, de cette évasion fiscale. Elle prend plusieurs formes, parfois évidentes, parfois subtiles.

Quelquefois, j'achète un paquet de gomme au dépanneur de la station de métro. Le propriétaire pitonne 1,25\$ sur la caisse. Je paie. Il appuie sur la touche « annuler » usée par ses nombreuses « erreurs » d'enregistrement. Il veut tellement être efficace, ce commerçant, qu'il laisse toujours son tiroir-caisse ouvert...

Quelques minutes plus tard, je vais chez le nettoyeur pour récupérer mes vêtements. Je désire payer avec ma carte de crédit, mais je me bute à une affiche « CASH seulement ». Le commerce n'a pas de caisse enregistreuse et surtout pas de terminal pour faciliter le paiement. Mais cela est pour le bien-être de ses clients, qui voient leur prix diminué à cause d'une économie de coût sur les frais du terminal...

La fin de semaine arrive et mon amie décide d'acheter un nouveau matelas. Je me rends avec elle dans une grande chaîne très connue. Après des négociations somme toute rapides, le vendeur lui dit: « Je peux aussi t'enlever la TVQ, je sais pas comment ça marche, mais c'est correct. » Sans poser de question, elle fait comme tout consommateur et

Quelques jours plus tard, j'ai une discussion avec une femme sur le crédit d'impôt du gouvernement fédéral pour la rénovation. Son conjoint étant peintre en bâtiment, elle me dit que c'est une mauvaise mesure fiscale parce que les clients de son mari préfèrent payer « en dessous de la table ». Devant mon air un peu étonné, elle me précise que ce n'est pas pour se payer du luxe que son mari ne déclare pas la moitié de ses revenus, mais bien pour payer le strict minimum. Elle me dit que son mari ne fait pas comme moi le « gros salaire de Montréal ». Elle a bien raison, je vis dans le grand luxe dans mon 900 pieds carrés d'Hochelaga-Maisonneuve tout en prenant le métro quotidiennement pour travailler 60 heures par semaine. De quoi je me plains?

Le salarié qui reçoit un T4 est le seul qui ne « bénéficie » pas de l'avantage fiscal de frauder les deux ordres de gouvernement, donc nous tous par ricochet.

se fait complice innocente du tour de magie. Vous voulez savoir comment? Simple, la vente est faite directement de la succursale de l'Ontario, ce qui fait en sorte que la TVQ n'apparaît pas sur la facture. D'ailleurs, je me rends compte plus tard que la facture ne comporte aucune adresse du magasin. Quel beau subterfuge, n'est-ce pas?

Le lendemain, une conduite d'eau brise à la maison et le plombier me « dépanne » avec son taux spécial (trop cher) pour les « urgences ». Je lui demande combien je lui dois. « Ça dépend, tu veux une facture ou non? » Je fais signe que je ne comprends pas. Il a alors la bonté de m'expliquer que le coût du papier est rendu tellement élevé avec la protection de la forêt que le papier carbone hausse la facture de mon dégat d'eau de 12,875%.

En fait, le salarié qui reçoit un T4 est le seul qui ne « bénéficie » pas de l'avantage fiscal de frauder les deux ordres de gouvernement, donc nous tous par ricochet. Cela est dû au fait que les déductions sont prises à la source lors du paiement de la masse salariale par les employeurs.

Pendant ce temps, mon verre de vin issu d'un mélange égal de trois cépages, cabernet-sauvignon, zinfandel et taxes, a un goût particulièrement amer. Deux jours plus tard, je me rends à l'hôpital, j'attends 12 heures. Dois-je être surpris d'y voir mon plombier qui s'est fait un tour de rein se plaindre que le service est trop lent? Comme dirait un de mes anciens collègues: « C'est qui, le cave? » Maintenant, je sais que c'est moi.

La NÉTIQUETTE, vous connaissez?

ALEXANDRA HAMEL
L'auteure est résidente en médecine à Montréal.

Chers utilisateurs du Net, il y a cinq ou six ans déjà, à ma faculté, on nous a offert une formation très utile: la nétiquette, ou les règles de courtoisie sur le Net.

Par exemple, lorsqu'on écrit un courriel, présenter un sujet d'en-tête; commencer par une formule de salutation, puis terminer par sa signature électronique; écrire en lettres majuscules signifie que lors d'une conversation de personne à personne, cette phrase serait criée par l'interlocuteur, etc. Simple et logique, la nétiquette, me suis-je dit.

Et puis pourtant, comment se fait-il que, depuis cinq ans, j'accumule sur la liste de diffusion de mon programme

d'étude des courriels des dirigeants de ma faculté dont tout le contenu du message est écrit en lettres majuscules? Ou bien que leur sujet d'en-tête soit: « ???? ???? »? Ou mieux encore, qu'un employeur réponde à une

Pourquoi ne pas appliquer la bienséance dans nos courriels?



de mes questions par un seul mot: « Non! »? Pas de salutations, pas de signature, un simple « non! », comme si ma question était trop insignifiante pour que cet individu

prenne la peine d'y ajouter les formules de politesse usuelles.

En fait, je m'amuse toujours à imaginer ces gens me tenir le même discours, sur le même ton, en personne. Est-ce que l'adjointe au doyen me crierait par la tête, est-ce que le responsable du département de recherche me regarderait, la bouche ouverte, les yeux écarquillés, incrédule, pendant trois minutes, comme si je venais de lui parler en hindi? Est-ce que l'employeur me lancerait son « non! » sans me serrer la main, ou du moins se présenter? J'en doute, car on leur a inculqué la bienséance à un jeune âge.

Alors, pourquoi ne pas appliquer cette bienséance dans leurs courriels? Je vous le dis, simple et logique: la nétiquette...

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Ecrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

RAM HEAVY DUTY 2010



OBTENEZ **0%** TAP[†] FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

OU CHOISISSEZ UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE **2,25%** JUSQU'À 84 MOIS

LE CAMION DE L'ANNÉE 2010 SELON MOTOR TREND



MOTEUR DIESEL CUMMINS DE 6,7 L AVEC JUSQU'À 650 LB-PI DE COUPLE DISPONIBLE



PLUS OBTENEZ

0% TAP[†]

FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

500\$* EN BONI AU COMPTANT SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2010

RAM 1500 QUAD CAB SXT 4X4 2010

ACHETEZ-LE POUR

26 995\$[‡]

PRIX INCLUT 5 750\$[§] DE REMISE AU COMPTANT ET 500\$* EN BONI AU COMPTANT

OU CHOISISSEZ

81\$ /SEMAINE

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE **@ 2,25%** POUR 84 MOIS

LE CAMION LÉGER LE PLUS PUISSANT AU CANADA*

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES DE LA NHTSA AUX ESSAIS DE COLLISION FRONTALE ET LATÉRALE*



RAM 1500 A CABINE D'ÉQUIPE SPORT MONTRE**

POUR LE POUVOIR

D'Attraction

PARCE QU'ICI C'EST RAM.



Passez vite chez votre concessionnaire Chrysler | Jeep_{MD} | Dodge | RAM

www.dodge.ca/offres

L'acheteur avisé lit les petits caractères. ■, *, †, ‡, §. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement sur les modèles sélectionnés. Les offres ne sont applicables qu'au moment de l'achat d'un véhicule admissible du 1^{er} avril au 30 avril 2010 chez les concessionnaires participants et peuvent être changées sans préavis. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. Les frais d'inscription au RDRPM incluant les frais de registre (60 \$), les droits sur les pneus neufs (15 \$), le transport (1 400 \$), la taxe sur le climatiseur (lorsque applicable), l'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration du concessionnaire et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Le prix d'achat s'applique aux nouveaux Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + XFH) - 26 995 \$. Le prix comprend, lorsque applicable, les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires, qui consistent en une remise au comptant et un boni au comptant. * L'offre en boni au comptant est offerte aux clients qui achètent ou louent un nouveau véhicule Chrysler, Jeep, Dodge 2010 (excluant les modèles Dodge Challenger 2010 et les Dodge Caliber SE/CVP 2010). Le montant des bonis au comptant est de 500 \$ sur tous les modèles admissibles. Les bonis au comptant sont des allocations/rabais du fabricant consentis aux concessionnaires et seront déduits du prix négocié après l'application des taxes. ‡ Les remises au comptant, allocations/rabais du fabricant consentis aux concessionnaires (Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 - 5 750 \$; Dodge Ram HD à moteur à essence - 4 500 \$; Dodge Ram HD à moteur diesel - 3 000 \$) sont offerts sur la plupart des modèles neufs 2010 et sont déduits du prix négocié avant l'application des taxes. § Taux annuel en pourcentage (TAP) : tarif de financement à l'achat de 0 % pour 36 mois sous réserve de l'approbation de crédit de la Banque Royale du Canada, de la Banque Scotia, de TD Canada Trust ou de GMAC. Offert sur la plupart des modèles 2010 Chrysler, Jeep, Dodge et Ram, sauf Challenger, Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Ram Châssis-Cabine. Exemples : Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + XFH)/Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4X2 2010 (D12L62 + 26A) avec un prix de vente de 26 995 \$/28 995 \$ financé à un taux annuel de 0 % pour 36 mois équivalant à 156 paiements hebdomadaires de 173,04 \$/185,87 \$, des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 26 995 \$/28 995 \$. ■ Tarif de financement à taux variable préférentiel de 2,25 % pour 84 mois offert pour la plupart des véhicules neufs 2010 sous réserve d'approbation de crédit de TD Canada Trust, avec un comptant initial de 0 \$. Offert sur la plupart des modèles 2010 Chrysler, Jeep, Dodge et Ram, sauf Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Ram Châssis-Cabine. Exemples : Dodge Ram 1500 SXT 4X4 2010 (DS6L41 + 24A + AGR + XFH)/Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4X2 2010 (D12L62 + 26A) avec un prix de vente de 26 995 \$/28 995 \$ financé à un taux variable préférentiel de 2,25 % pour 84 mois équivalant à 364 paiements hebdomadaires de 80,17 \$/86,11 \$, des frais de crédit de 2 188 \$/2 350 \$ et une obligation totale de 29 183 \$/31 345 \$. L'offre de taux variable préférentiel jusqu'à 84 mois est proposée pour le financement au détail. Le taux variable est le taux de financement préférentiel de TD et fluctue en conséquence. Les paiements ainsi que le terme du financement peuvent varier à la hausse ou à la baisse selon les fluctuations de taux. Cette offre n'est pas valide pour les résidents du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. ** Prix du modèle montré : Dodge RAM 1500 à cabine d'équipe Sport 4x2 (26L) 2010 : 33 646 \$, incluant 5 750 \$ en remise au comptant et 500 \$ en boni au comptant. * Le RAM 1500 offre le V8 consommant moins de 6 litres le plus puissant dans sa catégorie. * Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Méthodes de test utilisées lors de tests de collision frontale et latérale des modèles 2010 Dodge RAM 1500. *** SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. ** Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC, et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler | Jeep_{MD} | Dodge | RAM

SIRIUS
RADIO SATELLITE
12 MOIS GRATUITS D'ABONNEMENT



PER-SUPPORTEUR DE LA LIGUE